



RAPPORT SUR LES

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2021

SOMMAIRE

Introduction	4
Les mesures relatives aux collectivités locales	5

BUDGET PRINCIPAL

Les recettes de fonctionnement	11
La fiscalité directe locale	15
Les dotations	17
Les dépenses de fonctionnement	19
Les données relatives aux ressources humaines	21
Les épargnes	43
Le programme pluriannuel d'investissement	45
L'état de la dette	51
Synthèse de la projection 2020-2026	54

SERVICE DE L'EAU

Les recettes de fonctionnement	57
Les dépenses de fonctionnement	57
L'état de la dette	59
Les recettes d'investissement	61
Les dépenses d'investissement	61
Le programme pluriannuel d'investissement	62

SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Les recettes de fonctionnement	64
Les dépenses de fonctionnement	64
L'état de la dette	66
Les recettes d'investissement	68
Les dépenses d'investissement	68
Le programme pluriannuel d'investissement	69

PARC D'ACTIVITES DES DEUX VALLEES

Etat des parcelles de terrains vendues	71
--	----

CINEMA LE REX

Les recettes de fonctionnement	73
Les dépenses de fonctionnement	73
L'état de la dette	74
Les recettes d'investissement	76
Les dépenses d'investissement	76

MARCHE COUVERT

Les recettes de fonctionnement	78
Les dépenses de fonctionnement	78
L'état de la dette	79
Les dépenses d'investissement	81

LES SCENES D'ABBEVILLE

Les recettes de fonctionnement	83
Les dépenses de fonctionnement	83
Les dépenses d'investissement	84

Références légales :

Extrait de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe) indique que **le Débat d'Orienta**tion** Budgétaire doit faire l'objet d'une délibération du conseil municipal.**

Le Débat d'Orienta**tion** Budgétaire (DOB) a pour vocation de présenter les grandes lignes de la politique budgétaire pour l'année d'exercice du budget à venir tout en précisant certains points particuliers comme la gestion de la dette, l'évolution du personnel ou les grandes dépenses/recettes en fonctionnement et en investissement.

En complément de la loi NOTRe, la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques 2018-2022 (LFPF) prévoit de nouvelles règles en la matière :

« A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :

1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. »

Ces orientations budgétaires s'appuient sur l'analyse financière rétrospective et prospective réalisée par les services municipaux, réactualisée chaque année et dont les éléments essentiels sont présentés ci-après. Compte tenu des très grosses incertitudes liées aux réformes en cours et à la conjoncture économique, il conviendra de faire une lecture extrêmement prudente de la prospective.

INTRODUCTION

Les collectivités locales ont, dans leur globalité, abordé le choc dans la situation financière favorable escomptée en fin de mandat : un autofinancement record, un niveau d'investissement en forte hausse pour la troisième année consécutive, en lien avec le calendrier classique du cycle électoral municipal, une dette toujours maîtrisée qui n'aura pas empêché une augmentation du recours à l'emprunt justifiée par des taux d'intérêt continûment faibles ; et, en dépit d'une légère accélération, la continuité dans le pilotage des dépenses de fonctionnement dont le rythme a respecté, pour la deuxième année consécutive, le plafond posé par la loi de programmation des finances publiques (2018-2022).

Ces éléments se sont avérés nécessaires pour permettre au monde local de faire face aux conséquences d'une crise inédite avec d'une part, des charges imprévues et pérennes à ce jour relatives à la protection sanitaire des populations et des agents territoriaux (pour l'achat de masques et de gel hydro alcoolique notamment), et d'autre part, pour faire face aux dépenses d'adaptation des équipements publics. De plus, les contributions financières aux secteurs économique et social touchés par l'interruption brutale de leur activité mettent en péril certains domaines alors même qu'ils intéressent au plus près les territoires (tourisme, culture, etc.). Enfin, dans près d'un cinquième des communes et intercommunalités, nous pouvons constater une chute significative d'une partie des ressources fiscales ou domaniales.

Cependant, grâce aux décisions prises par l'État et notamment des différentes lois de finances rectificatives, cette dernière sera pour l'essentiel compensée, de même que pourront être étalées les dépenses exceptionnelles. Ceci nous permet d'anticiper en fin d'exercice 2020, certes une baisse importante de l'autofinancement, mais aussi un niveau d'investissement non négligeable correspondant à la fois au terme aux interventions liées à la crise et aux premiers effets du plan de relance, en dépit des répercussions sur les processus décisionnels de la mise en place tardive des nouvelles équipes du bloc communal.

Un projet de Loi de Finances reflète son temps. La pandémie qui bouleverse 2020 imprime donc fortement sa trace au projet 2021 comme elle a amené une série de loi de finances rectificatives tout au long de l'année.

Le corpus réglementaire institue différentes mesures pour résorber ce choc et donner aux entités publiques locales les moyens d'être des acteurs de la relance, le grand axe du PLF 2021.

Au-delà du délicat exercice de limiter l'impact financier de la crise pour les collectivités, le PLF 2021 met en exergue le rôle spécifique du secteur public territorial qui est le grand acteur de l'investissement public qui en représente près de 55%. L'enjeu est de favoriser la reprise économique par l'investissement, et surtout de construire le monde de demain autour des grands thèmes de transition énergétique et écologique, des nouvelles mobilités, de la santé et du sport et plus généralement de l'investissement au service des acteurs économiques locaux, de l'équilibre et de l'attractivité des territoires.

Attention cependant à rester vigilant sur plusieurs points. En effet, l'éventuelle compensation des pertes de recettes prévisibles en 2021 ou 2022 (CVAE en particulier) ; le changement de paradigme fiscal induit par la suppression de la taxe d'habitation et la réduction des impôts dits « de production » ; ainsi que de la refonte des dispositifs de péréquation rendue inévitable par l'obsolescence des indicateurs et la cristallisation excessive des situations va nécessiter inévitablement une nouvelle culture de dialogue entre les collectivités locales et l'État mais également la résilience et l'imagination des collectivités locales qui

devront être au rendez-vous pour affronter les nouveaux défis financiers qui attendent le monde local à l'avenir.

LE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

La crise sanitaire a conduit à une contraction du PIB sans précédent (- 18,9 % sur un an au 2ème trimestre). Néanmoins, une fois les contraintes du confinement progressivement desserrées, la consommation a nettement rebondi. Les achats de biens des ménages ont retrouvé dès le mois de juin leur niveau de février. Ce rebond reflète toutefois un rattrapage des achats qui n'avaient pu se faire durant le confinement. Ce sursaut de la consommation pourrait donc se tempérer par la suite. En outre, il n'a pas entraîné un redressement comparable de la production industrielle ; la demande a en effet été surtout satisfaite par un écoulement des stocks. Par ailleurs, un net repli de l'investissement des entreprises est à attendre cette année. Au total, **le PIB pourrait enregistrer un recul proche de 9 % en moyenne sur l'année 2020**. Même s'il affichait une forte hausse l'an prochain, le niveau d'activité d'avant la crise sanitaire ne serait pas retrouvé avant fin 2021-début 2022. En conséquence, l'inflation resterait très contenue. La BCE devrait donc continuer à mener dans les mois à venir une politique monétaire très accommodante qui pèserait sur les taux d'intérêt.

LES PRINCIPALES MESURES RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

1/ LES MESURES D'URGENCE ET LE PLAN DE RELANCE

La loi de finances rectificative 3 (LFR3) adoptée par le parlement le 23 juillet 2020 et publiée au Journal Officiel le 30 juillet 2020 prévoit un effort en faveur des collectivités au travers de diverses mesures notamment de par l'augmentation de la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) qui est portée à 1Md€ afin de soutenir l'investissement des collectivités. Cet abondement est fléché vers la transition écologique, la résilience sanitaire et la rénovation du patrimoine et des bâtiments publics.

En effet, le Plan de Relance présenté le 3 septembre 2020 s'élève à **100 milliards d'euros** et se consacre à trois sujets prioritaires :

- La transition écologique
- La compétitivité des entreprises
- La cohésion sociale et territoriale

Dans ce cadre, la commune d'Abbeville est éligible sur plusieurs projets à savoir :

- La toiture de l'Espace 1901
- La toiture de l'Amicale Saint Jacques
- Les menuiseries du Bâtiment 09 - Espace St Gilles
- Les châssis de l'Hôtel de Ville
- La réhabilitation de l'Eglise Saint Gilles

Ces projets ont reçu un avis favorable des services de l'Etat qui nous ont notifié le financement de ces projets courant novembre.

2/ RAPPEL DE LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION

Pour rappel, la loi de finances pour 2020 prévoit une suppression du produit de la TH sur les résidences principales et des compensations fiscales afférentes, pour le bloc communal à partir de 2021.

En 2020, 80% des ménages ne paient d'ores et déjà plus de taxe d'habitation sur les résidences principales. Les 20% des ménages qui restent assujettis à cet impôt, bénéficieront d'un dégrèvement de 30% en 2021, puis de 65% en 2022. Ainsi, en 2023, plus aucun foyer ne paiera cette taxe sur sa résidence principale.

En compensation de la suppression de la TH, les communes percevront la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties. A noter, la part départementale de la taxe sur les propriétés bâties sera répartie entre les communes grâce à un mécanisme de coefficient correcteur visant à garantir une compensation à l'euro près, neutralisant ainsi les situations de sur compensation ou de sous compensation.

Ainsi, sera compensé l'ensemble du panier fiscal de TH soit : le produit de TH 2020 (taux 2017) + moyenne des rôles supplémentaires (2018- 2020) + moyenne des compensations d'exonération (2018 – 2020)

A titre d'information, la commune d'Abbeville est surcompensée.

3/ LA DGF DU BLOC COMMUNAL

La DGF des communes comprend la dotation forfaitaire (DF) et les dotations de péréquation verticale (DSU, DSR et DNP). La loi de finances 2021 n'apporte aucune modification notable à ces dotations. En effet, le calcul de la dotation forfaitaire reste inchangé (variation de la population et écrêtement en fonction de l'écart à la moyenne du potentiel fiscal). Cet écrêtement de la dotation forfaitaire des communes permet notamment de financer les abondements d'enveloppes de péréquation verticale.

Cependant, il faudra être attentif sur le fait que la crise sanitaire de 2020 et dans une moindre mesure de 2021 aura une influence sur le potentiel fiscal de chaque collectivité durant les prochaines années. Une évolution de l'écrêtement peut être constatée à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution comparée de la richesse fiscale des autres communes du pays.

La DGF est stable avec un montant de **26,756 milliards d'euros** pour l'année 2021. Le FCTVA poursuit quant à lui sa croissance (+ 9,1 %) grâce à une bonne reprise de l'investissement local depuis 2017.

A noter, deux nouveaux prélèvements : le 1^{er} d'une part, pour soutenir le bloc communal confronté aux pertes de recettes liées à la crise sanitaire, et le 2nd d'autre part, pour compenser la révision des valeurs locatives des locaux industriels.

En ce qui concerne les compensations d'exonérations de fiscalité locale, elles chutent de 80 % du fait de la mise en place de la réforme fiscale dès 2021 et par conséquent de l'arrêt de la prise en charge par l'Etat du dégrèvement de la TH.

En ce qui concerne la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), elle s'établit à 90 M€ comme en 2020. Les communes éligibles à cette dotation bénéficieront ainsi de cette augmentation.

Enfin, la Dotation Nationale de Péréquation (DNP), dotation qui devait disparaître depuis le PLF 2016, et pouvant apparaître pour certains comme étant une dotation en sursis devrait être envisagée stable pour 2021.

A périmètre courant	LFI 2021 (en milliers €)	LFI 2020 (en milliers €)	Evolution LFI 2021/LFI 2020
Dotation globale de fonctionnement (DGF)	26 756 368	26 846 874	-0,3%
Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI)	6 694	8 250	-18,9%
Dotation de compensation des pertes de bases de CET et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	50 000	50 000	0,0%
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	6 546 000	6 000 000	9,1%
Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	539 633	2 669 094	-79,8%
Dotation élu local (DPEL)	101 006	93 006	8,6%
Collectivité territoriale de Corse	62 897	62 897	0,0%
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)	465 890	466 980	-0,2%
Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)	326 317	326 317	0,0%
Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)	661 186	661 186	0,0%
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES)	2 686	2 686	0,0%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	2 905 464	2 917 964	-0,4%
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	413 754	451 254	-8,3%
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants	4 000	4 000	0,0%
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000	107 000	0,0%
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822	6 822	0,0%
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)	284 278	284 278	0,0%
Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement de transport	48 021	48 021	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27 000	27 000	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559	122 559	0,0%
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	90 552	90 552	0,0%
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit du bloc communal confronté à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	430 000	-	-
Compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	3 290 000	-	-
TOTAL	43 248 127	41 246 740	4,9%

4/ DES DOTATIONS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL STABILISEES

Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI restent inchangés par rapport à 2020 :

- Dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €
- Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions €

5/ APPLICATION PROGRESSIVE DE LA DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DE L'AUTOMATISATION DU FCTVA

Après 2 reports dans les LFI précédentes, l'article 57 du projet de loi de finances 2021 planifie la mise en œuvre de l'automatisation du FCTVA dès 2021.

Cette automatisation sera possible grâce à l'application dédiée nommée ALICE (Automatisation de la Liquidation des Concours de l'Etat)

L'éligibilité de la dépense au FCTVA ne sera plus fonction de sa nature juridique mais de son imputation comptable. Dans cette optique, un décret précisera l'assiette des dépenses entrant dans le champ de l'automatisation.

La mise en œuvre se fera progressivement sur 3 ans pour les dépenses éligibles réalisées à partir du 1^{er} janvier 2021 : en 2021, pour les collectivités percevant le FCTVA l'année même de la dépense ; en 2022 ou en 2023 respectivement pour les perceptions en N+1 ou N+2.

6/ SIMPLIFICATION DE LA TCFE (Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité)

Pour rappel, la TCFE se compose :

- de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE),
- de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE)
- de la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE)

L'article 13 du PLF 2021 fait apparaître deux objectifs majeurs :

1- la simplification de la gestion de la TCFE

Cet article prévoit la centralisation de la gestion de ces taxes dans un guichet unique à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) dans le but de simplifier les factures d'électricité, les déclarations des fournisseurs d'électricité mais également de mettre fin aux services locaux de gestion et de contrôle.

2- l'harmonisation des tarifs de la TCFE au niveau national

Pour cela 3 étapes sont proposées :

- 1^{er} janvier 2021 : alignement des dispositifs juridiques des 3 sous taxes et du tarif de la TCFE sur le tarif maximum
- 1^{er} janvier 2022 : transfert de la gestion des TICFE et TDCFE à la DGFIP
- 1^{er} janvier 2023 : transfert de la gestion de la TCCFE à la DGFIP et finalisation de l'harmonisation du tarif de la TCCFE pour atteindre le tarif maximum



BUDGET PRINCIPAL

I) Les recettes de fonctionnement 2020-2026

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Atténuation de charges (chap 013)	280 282	225 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000	210 000
Autres redevances Opérateur Orange	0	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Charges locatives Espace Saint Gilles - La Poste	0	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000	22 000
Concessions et taxes	65 424	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Entrées Musée et Patrimoine	0	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Encaissement des repas Foyer La Barre	70 750	38 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000
Remboursement frais CABS Communication	0	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000
Remboursement frais CABS Affranchissement	0	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Redevances d'occupation du domaine public communal	0	72 251	45 200	45 200	45 200	45 200	45 200	45 200
Autres	120 443	14 571	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300	16 300
Produits des services (chap 70)	256 617	249 322	231 000					
Produit des taxes directes (73111)	12 646 967	12 867 529	14 026 879	14 236 044	14 448 346	14 663 833	14 882 552	15 104 552
Rôles supplémentaires	43 267	0	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Produit des contributions directes	12 690 234	12 867 529	14 041 879	14 251 044	14 463 346	14 678 833	14 897 552	15 119 552
FPIC (art 73223)	238 779	213 748	190 000	170 000	150 000	130 000	110 000	90 000
Droits de place Foire de la Madeleine	0	27 675	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Autres	72 245	0	0	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Taxes pour utilisation des services publics et du domaine (art 733)	72 245	27 675	30 000	60 000				
Taxe sur l'électricité (art 7351)	452 224	460 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000	450 000
Impôts sur les spectacles (art 7363)	1 593	1 592	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381)	552 868	540 000	530 000	530 000	530 000	530 000	530 000	530 000
Remboursement de taxe foncières et OM	0	74 440	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000
Autres	82 135	8 250	0	0	0	0	0	0
Autres taxes (Autres articles chap 73)	82 135	82 690	70 000					
Impôts et taxes (chap 73)	14 090 079	14 193 234	15 313 379	15 532 544	15 724 846	15 920 333	16 119 052	16 321 052
Dotation forfaitaire retraitée	3 635 356	3 584 089	3 530 000	3 480 000	3 480 000	3 480 000	3 480 000	3 480 000
DGF, dotation forfaitaire (art 7411)	3 635 356	3 584 089	3 530 000	3 480 000				
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (art 74123)	4 104 636	4 255 502	4 383 167	4 514 662	4 582 382	4 651 118	4 720 884	4 791 698
Dotation nationale de péréquation (art 74127)	711 771	741 715	745 000	745 000	720 000	720 000	720 000	720 000
FCTVA (art 744)	9 423	18 500	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Participation de l'Agence Régionale de Santé - COVID	0	61 400	0	0	0	0	0	0
CABS - Travaux UAA	0	18 500	0	0	0	0	0	0
Participation des Communes au Pays d'Art et d'Histoire	0	10 575	10 575	10 575	10 575	10 575	10 575	10 575
Département	178 362	184 000	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000	180 000
ETAT - Contrats Aïdés	1 017 856	920 000	920 000	920 000	920 000	920 000	920 000	920 000
FSE - Chantiers Insertion	0	58 500	67 500	67 500	67 500	67 500	67 500	67 500
Fondation du Patrimoine - Brasserie du Carmel	0	60 000	0	0	0	0	0	0
La Poste - Agence postale communale	0	35 500	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000
Région - Apprentis	9 102	11 380	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000	21 000
Région - Résidence d'écrivain	0	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Région - Salon du Livre	0	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Autres	113 673	19 425	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000
Participations (art 747)	1 318 993	1 386 280	1 250 075					
Attribution du fonds départemental TP	200 000	200 650	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000
Compensation au titre des exonérations de la taxe d'habitation	612 889	655 030	0	0	0	0	0	0
Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	161 000	172 535	170 000	170 000	170 000	170 000	170 000	170 000
Dotation de recensement	0	4 418	4 500	4 500	4 500	4 500	4 500	4 500
Dotation pour les titres sécurisés	0	24 260	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Autres	56 552	0	0	0	0	0	0	0
Compensations fiscales (art 748)	1 030 441	1 056 893	344 500					
Dotation spéciale au titre des instituteurs	0	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Autres	2 808	0	0	0	0	0	0	0
Autres dotations (autres articles chap 74)	2 808	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Dotations	10 813 428	11 044 979	10 269 742	10 351 237	10 393 957	10 462 693	10 532 459	10 603 273
Autres produits de gestion courante (chap 75)	303 104	267 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000
Total des recettes de gestion courante	25 743 510	25 979 535	26 284 121	26 584 781	26 819 803	27 084 026	27 352 512	27 625 325
Produits financiers (chap 76)	155 917	155 917	155 917	155 917	155 917	155 917	155 917	155 917
Produit des cessions d'immobilisations (art 775)	89 837	340 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Produits exceptionnels (chap 77 hors 775)	20 301	125 657	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Autres	0	0	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000
Recettes diverses	0	0	700 000					
Autres recettes d'exploitation	266 054	621 574	935 917	935 917	935 917	935 917	935 917	935 917
Total des recettes réelles de fonctionnement	26 009 564	26 601 109	27 220 038	27 520 698	27 755 720	28 019 943	28 288 429	28 561 242

Structure des recettes réelles de fonctionnement :

Les contributions directes (fiscalité) représentent près de **49 %** et constituent le principal poste de recettes. Sans action sur les taux, les bases évolueront notamment du fait du coefficient de revalorisation forfaitaire (pour rappel, 1,2% en 2020 et 0,2% en 2021).

Les dotations et participations représentent **42%** pour la commune. La Dotation Globale de Fonctionnement, a été impactée par l'effort de redressement des comptes publics. Les participations évoluent en fonction des aides perçues (Etat, Département, Région, ...) mais aussi en fonction des actions mises en place.

Les autres taxes (5%) et autres recettes (4%) regroupent des éléments de fiscalité indirecte comme la taxe additionnelle sur les droits de mutation mais également le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC).

On remarque que les contributions directes et les dotations constituent près de **91% des recettes réelles de fonctionnement de l'exercice 2020**. Ainsi, les marges de manœuvre de la collectivité s'avèrent limitées.

A partir de 2021, la taxe d'habitation sur les résidences principales disparaît pour la collectivité et sera remplacée par la part départementale du foncier bâti pour la commune. Dans ce cadre, la commune d'Abbeville sera surcompensée et se verra appliquer un coefficient correcteur inférieur à 1.

Le tableau ci-dessous, présente une estimation du produit fiscal 2021 avant revalorisation et intégration de bases fiscales nouvelles :

Sera compensé l'ensemble du panier fiscal de Taxe d'Habitation soit :
 le produit de Taxe d'Habitation 2020 (Base 2020 * Taux TH 2017)
 + moyenne des rôles supplémentaires (2018 - 2020)
 + moyenne des compensations exonérations Taxe d'Habitation (2018 - 2020)

COMPENSATIONS EXONERATIONS TAXE D'HABITATION			
2018	2019	2020	Moyenne 2018-2020
612 889	655 030	698 204	655 374
ROLES SUPPLEMENTAIRES			
2018	2019	2020	Moyenne 2018-2020
65 902	44 616	65 983	58 834

AVANT LA REFORME					APRES LA REFORME				
Ressources de Taxe d'Habitation 2020 (1)	Produit communal de foncier bâti 2020 (2)	Moyenne des exonérations de Taxe d'Habitation (2018-2020) (3)	Moyenne des rôles supplémentaires (2018-2020) (4)	Total des ressources communales (1+2+3+4)	Produit départemental de foncier bâti 2020 transféré à la commune (5)	Produit communal de foncier bâti 2020 (6)	Total de produit foncier bâti après transfert (5+6)	Détermination du coefficient correcteur (1+2+3+4)/(5+6)	Produit du foncier bâti après application du coefficient correcteur
4 273 191	8 437 830	655 374	58 834	13 425 229	6 212 452	8 437 830	14 650 282	0.91638024	13 425 229

A noter que sur la période 2020-2026, le produit fiscal de la commune devrait augmenter de 2,20M€. Cette évolution est uniquement liée à l'effet base (revalorisation forfaitaire + variation physique).

En ce qui concerne la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), la part population reste la variable d'ajustement. Les chiffres du dernier recensement communiqué par l'INSEE indiquent une baisse de la population d'environ 110 habitants ce qui aura un impact dans le calcul de la DGF.

De plus, dans le cadre de la Loi de Finances 2021, l'enveloppe globale de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) est abondée de 90M€. Pour la commune d'Abbeville, l'évolution prévisionnelle est estimée à 3% pour 2021.

Par ailleurs, le montant de la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) sera stable sur l'exercice 2021. Il en sera sûrement de même pour l'exercice 2022, en revanche, une baisse de cette dotation est à prévoir à partir de 2023.

Exercice 2020 :

-Dans le cadre de la crise sanitaire COVID19, la Ville a perçu différentes aides provenant de l'Etat et de l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour un montant d'environ 68 825 €.

-Régularisation de pénalités (nature 7711 – Débits et pénalités reçus) liées au contrat de concession DALKIA (2015 à 2018) suite au contrôle de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) pour 117 000 €

Exercice 2021 :

-Participation du Syndicat mixte Baie de Somme 3 Vallées à la restauration de 5 mares dans le parc de la Bouvaque (4 910€ délibération du 16/11/2020)

-Poursuite de la régularisation de pénalités liées au contrat de concession DALKIA : 30 000 €

-Participation de l'Etat pour l'inventaire de la collection ornithologique du Musée Boucher de Perthes : 24 000 €

-Participation de l'Etat pour la mise en place du Vestiaire Solidaire : 2 350 €

Présentation synthétique BP 2021 Provisoire – Recettes

		2020	2021	Variation en %
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	229 900.00	220 400.00	-4.13%
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE	301 546.00	641 605.00	112.77%
73	IMPOTS ET TAXES	14 211 129.00	14 872 600.00	4.65%
	<i>Fiscalité directe locale</i>	12 867 529.00	13 600 000.00	+5.69%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	11 137 051.50	10 467 516.70	-6.01%
	<i>D.G.F.</i>	3 584 089.00	3 530 000.00	-1.51%
	<i>Dotation de Solidarité Urbaine</i>	4 255 502.00	4 370 000.00	+2.69%
	<i>Compensations TH, TF, TP</i>	977 565.00	340 000.00	-65.22%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	365 214.00	281 885.00	-22.82%
76	PRODUITS FINANCIERS	156 000.00	156 000.00	
	<i>Fonds de soutien Sortie des emprunts à risque</i>	156 000.00	156 000.00	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	11 000.00	38 000.00	245.45%
	TOTAL DES RECETTES REELLES	26 411 840.50	26 678 006.70	1.01%
042	OPERATIONS D'ORDRE	173 000.00	22 200.00	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 502 061.52	2 756 650.54	
	TOTAL GENERAL DES RECETTES	28 086 902.02	29 456 857.24	4.88%

Fiscalité directe locale

Fiscalité directe locale	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Evol moy bases
Bases nettes (en €)								
Taxe Habitation	24 810 179	25 746 045	24 992 452	25 085 197	25 159 354	25 978 800	26 569 582	0.79%
Taxe Foncier bâti	21 789 869	22 144 090	22 330 462	22 722 890	23 171 427	24 037 764	24 591 607	1.72%
Taxe Foncier non bâti	148 117	151 272	163 209	157 826	154 144	152 995	153 763	0.55%

Taux							
TH	16.61%	16.61%	16.61%	16.61%	16.61%	16.61%	16.61%
TFB	34.32%	34.32%	34.32%	34.32%	34.32%	34.32%	34.32%
TFNB	53.68%	53.68%	53.68%	53.68%	53.68%	53.68%	53.68%

Produit (en €)							
TH	4 120 971	4 276 418	4 151 246	4 166 651	4 178 969	4 315 079	4 413 142
En €/hab.	166	171	169	172	175	181	185
TFB	7 478 283	7 599 852	7 663 815	7 798 496	7 952 434	8 249 761	8 437 830
En €/hab.	301	304	312	322	332	346	354
TFNB	79 509	81 203	87 611	84 721	82 744	82 128	82 540
En €/hab.	3	3	4	3	3	3	3

TOTAL produits 3 taxes (en €)	11 678 763	11 957 473	11 902 671	12 049 868	12 214 147	12 646 967	12 933 511
Evolution du produit en %		2.39%	-0.46%	1.24%	1.36%	3.54%	2.27%
Rôle supp	21 516	34 658	149 274	27 252	65 902	44 616	14 589
AC	6 366 588	6 366 588	5 997 076	-457 062	-3 016 608	-2 755 580	-3 750 907
Total fiscalité (en €)	18 066 867	18 358 719	18 049 021	11 620 058	9 263 441	9 936 003	9 197 193
Pop. INSEE au 01/01	24 880	24 990	24 538	24 225	23 932	23 867	23 867
Total/hab	726	735	736	480	387	416	385

Source DGFIP Etat 1288 M

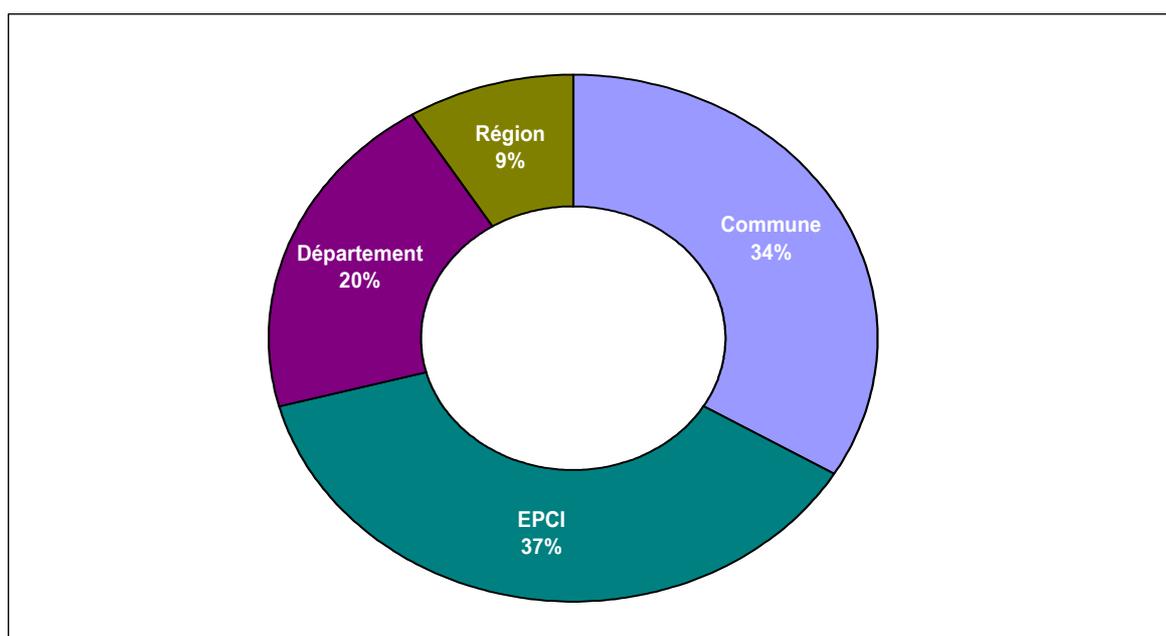
Répartition de la fiscalité locale sur le territoire communal

Fiscalité directe locale	Commune		EPCI		Département		Région	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020
Taxe Habitation	4 315 079	4 413 142	3 866 375	3 925 274				
Taxe Foncier Bâti	8 249 761	8 437 830	766 422	772 121	6 039 350	6 212 452		
Taxe Foncier non Bâti	82 128	82 540	9 838	9 995				
TAFNB			16 972	16 482				
CFE			2 604 443	2 657 944				
DCRTP			166 593	152 912				
Garantie Individuelle de Ressources			883 753	883 753				
CVAE			1 928 408	1 820 883	1 710 128	1 614 939	3 638 550	3 436 043
IFER			63 217	64 972	17 319	18 054		
TEOM			3 379 600	3 463 284				
TASCOM			637 974	589 097				
Total	12 646 968	12 933 512	14 323 595	14 356 717	7 766 797	7 845 445	3 638 550	3 436 043

2.27%

0.23%

Répartition du produit total de la fiscalité locale sur le territoire communal en 2020. (38 571 717 €)

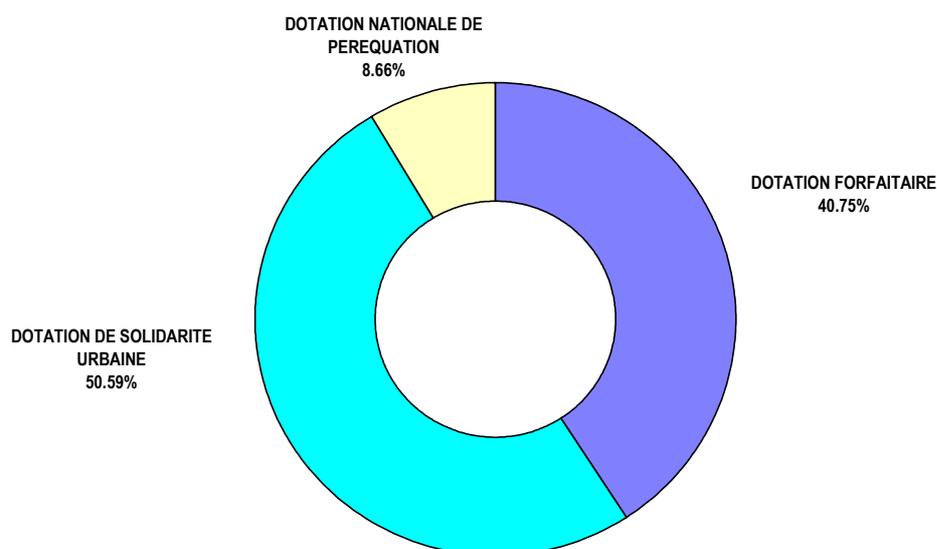


Les Dotations

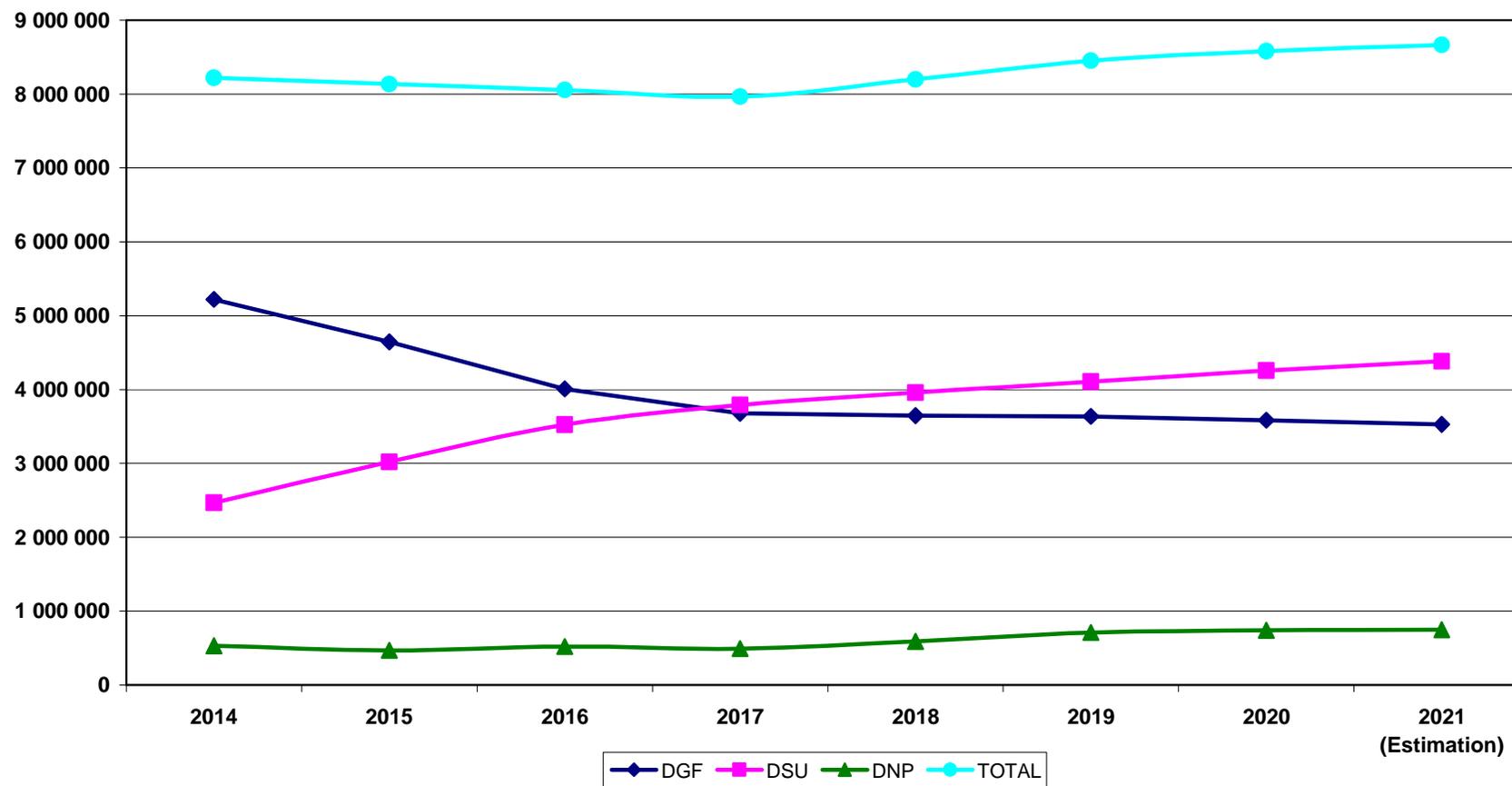
EVOLUTION DES DOTATIONS DEPUIS 2014

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021 (Estimation)	Evolution moyenne 2014-2021
DOTATION FORFAITAIRE	5 218 342	4 645 708	4 007 698	3 678 593	3 646 926	3 635 356	3 584 089	3 530 000	-5.43%
Variation en valeur		-572 634	-638 010	-329 105	-31 667	-11 570	-51 267	-54 089	
Variation en pourcentage		-10.97%	-13.73%	-8.21%	-0.86%	-0.32%	-1.41%	-1.51%	
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	2 467 688	3 019 966	3 525 022	3 791 229	3 958 887	4 104 636	4 255 502	4 383 000	8.55%
Variation en valeur		552 278	505 056	266 207	167 658	145 749	150 866	127 498	
Variation en pourcentage		22.38%	16.72%	7.55%	4.42%	3.68%	3.68%	3.00%	
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	533 643	470 652	521 763	494 286	593 143	711 771	741 715	750 000	4.98%
Variation en valeur		-62 991	51 111	-27 477	98 857	118 628	29 944	8 285	
Variation en pourcentage		-11.80%	10.86%	-5.27%	20.00%	20.00%	4.21%	1.12%	
TOTAL DGF	8 219 673	8 136 326	8 054 483	7 964 108	8 198 956	8 451 763	8 581 306	8 663 000	0.75%
Variation en valeur		-83 347	-81 843	-90 375	234 848	252 807	129 543	81 694	
Variation en pourcentage		-1.01%	-1.01%	-1.12%	2.86%	2.99%	1.51%	0.94%	

REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2021



EVOLUTION DES DOTATIONS D. G. F. - D. S. U. - D. N. P.



II) Les dépenses de fonctionnement 2020-2026

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
60 Achats	1 547 906	1 603 910	1 650 000	1 650 000	1 650 000	1 650 000	1 650 000	1 650 000
61 Services extérieurs	3 248 316	2 672 405	2 650 000	2 650 000	2 650 000	2 650 000	2 650 000	2 650 000
62 Autres services extérieurs	495 979	351 133	380 000	380 000	380 000	380 000	380 000	380 000
Remboursement frais de personnel CABS	0	0	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
Taxes foncières	0	109 515	115 000	115 000	115 000	115 000	115 000	115 000
Autres	124 692	8 623	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Charges à caractère général (chap 011)	5 416 893	4 745 586	5 050 000					
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	12 183 397	12 310 000	12 408 480	12 507 748	12 607 810	12 708 672	12 810 342	12 912 824
Attribution de compensation versée à la CABS	2 755 580	3 759 907	3 759 907	3 759 907	3 759 907	3 759 907	3 759 907	3 759 907
Atténuation de produit (chap 014)	2 755 580	3 759 907	3 759 907	3 759 907	3 759 907	3 759 907	3 759 907	3 759 907
Subvention CCAS	1 057 206	1 075 682	1 115 782	1 115 782	1 115 782	1 115 782	1 115 782	1 115 782
CCAS - Bouclier social	0	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
CCAS - Reversement de 1/3 du produit des concessions	0	16 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
CCAS - Reversement Tarif social Cantines CABS	0	0	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
Autres	641 266	655 000	655 000	655 000	655 000	655 000	655 000	655 000
Subventions versées (art 657)	1 698 472	1 776 682	1 905 782					
Indemnités des élus	302 235	291 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Créances irrécouvrables	0	43 355	243 000	243 000	200 000	40 000	40 000	40 000
Autres	18 310	1 902	0	0	0	0	0	0
Autres charges de gestion courante	320 545	336 257	543 000	543 000	500 000	340 000	340 000	340 000
Autres charges de gestion courante (chap 65)	2 019 017	2 112 939	2 448 782	2 448 782	2 405 782	2 245 782	2 245 782	2 245 782
Total des dépenses de gestion courante	22 374 888	22 928 432	23 667 169	23 766 437	23 823 499	23 764 361	23 866 031	23 968 513
Intérêts de la dette (art 66111)	454 621	397 657	380 926	370 203	372 503	370 960	366 064	353 297
Intérêts courus non échus - ICNE (art 66112)	- 45 816	- 49 678	- 49 678	- 49 678	- 49 678	- 49 678	- 49 678	- 49 678
Subventions versées aux budgets annexes	1 410 500	1 364 500	1 323 500	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000
Subventions exceptionnelles	0	58 230	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Autres	98 731	4 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Charges exceptionnelles (chap 67)	1 509 231	1 426 730	1 383 500	1 460 000				
Dotations aux provisions (chap 68 mvt réel)	0	0	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Charges induites des investissements	0	0	0	0	0	0	300 000	300 000
Sous-total charges d'exploitation	1 918 036	1 774 709	1 744 748	1 810 525	1 812 825	1 811 282	2 106 386	2 093 619
Total des dépenses réelles de fonctionnement	24 292 924	24 703 141	25 411 917	25 576 962	25 636 324	25 575 643	25 972 416	26 062 133

Structure des dépenses réelles de fonctionnement

Les charges de personnel constituent le principal poste de dépenses de la collectivité (**environ 50%**). Elles vont subir les effets de décisions prises au niveau national (revalorisation des catégories A,B et C ; revalorisation du point d'indice,...) mais également au niveau de la collectivité (départs à la retraite, recrutements, remplacements,...)

Les charges à caractère général (**environ 20%**) comprennent les contrats conclus par la Ville (fluides, maintenance par exemple...), les frais d'entretien des locaux et bâtiments et les achats de fournitures notamment. A noter que dans le cadre de la crise sanitaire COVID19, la commune a dû faire face à des dépenses supplémentaires (achats de masques, gel hydro alcoolique, protection des agents...) pour un montant de l'ordre de 125 000 € hors charges de personnel.

Les atténuations de produits représentent près de **15%** des dépenses réelles, ce qui correspond uniquement à l'attribution de compensation versée à la Communauté d'Agglomération Baie de Somme.

Les autres charges (**14%**) correspondent aux subventions versées au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et aux associations ainsi que les indemnités des élus. De plus, en 2020, la mise en place d'un bouclier social versé au CCAS (30 000 €) qui sera maintenu en 2021 mais également le reversement à la CABS à partir de 2021 du tarif social des cantines.

Par ailleurs, à compter de 2021 et jusqu'en 2023, la régularisation de créances provenant d'exercices antérieurs devenues irrécouvrables.

Enfin, les charges financières (**environ 1%**) évolueront en fonction de la politique d'endettement de la collectivité et des variations des taux d'intérêt.

Sur la période 2021-2026, la commune prévoit une évolution de ces charges de personnel de l'ordre de 0,8% par an. En effet, des départs en retraite sont prévus et les remplacements poste pour poste ne seront pas systématiques.

En ce qui concerne l'évolution des charges à caractère général sur la même période, la commune souhaite geler ce poste de dépenses (5M€ environ).

De plus, l'objectif recherché par la commune, est de conserver un volume de dépenses réelles de fonctionnement de l'ordre d'environ 25,5M€ sur cette même période.

Projets 2021 :

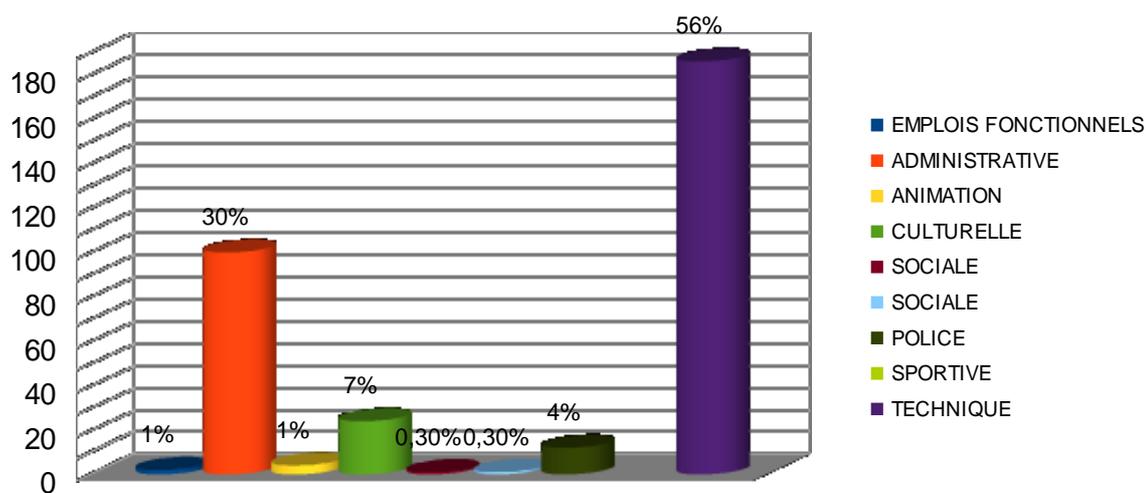
- Prévision d'un crédit COVID19 : 50 000 €
- Création d'une brigade verte avec le recrutement de 2 agents : 49 500 €
- Création d'un 7^{ème} chantier d'insertion dédié au maraîchage et à l'épicerie sociale : 62 826 €
- Relance du carnaval et des animations d'été : 41 000 €
- Projet éco-paturage : 2 500 €
- Création de mini-fôrets urbaines : 16 000 €
- Poursuite du dispositif de Bouclier Social : 30 000 €
- Reversement du tarif social cantines CABS AU CCAS : 80 000 €
- Régularisation des conventions de Mutualisation entre la Ville et la CABS : 250 000 €

Données relatives aux Ressources Humaines

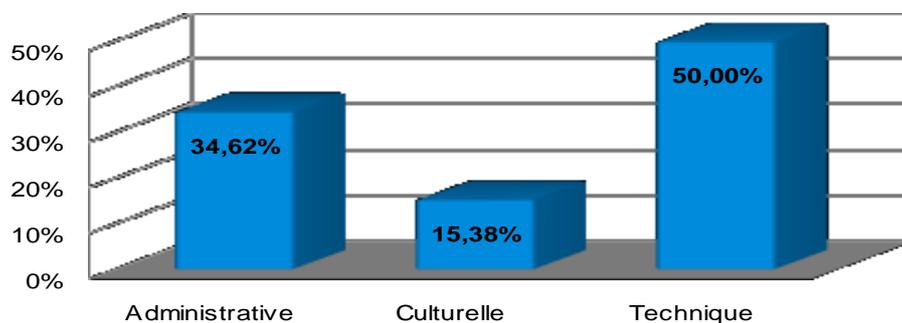
Effectifs

Évolution des effectifs par filière

FILIERES	2017		2018		2019		2020	
	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %	Postes pourvus en nombre	Postes pourvus en %
EMPLOIS FONCTIONNELS	2	0,68 %	2	0,63 %	2	0,62%	2	0,61%
ADMINISTRATIVE	83	28,04 %	92	28,93 %	93	28,62 %	100	30,40 %
ANIMATION	2	0,68 %	4	1,26 %	4	1,23%	4	1,22%
CULTURELLE	19	6,42 %	18	5,66 %	23	7,08 %	24	7,29 %
MEDICO-SOCIALE	0	0,00 %	1	0,31 %	0	0,00 %	0	0,00 %
SOCIALE	0	0,00 %	0	0,00 %	1	0,31 %	1	0,30 %
POLICE	11	3,72 %	11	3,46 %	13	4,00 %	12	3,65 %
SPORTIVE	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
TECHNIQUE	179	60,47 %	190	59,75 %	189	58,15 %	186	56,53 %
TOTAL	296	100,00 %	318	100,00 %	325	100,00 %	329	100,00 %



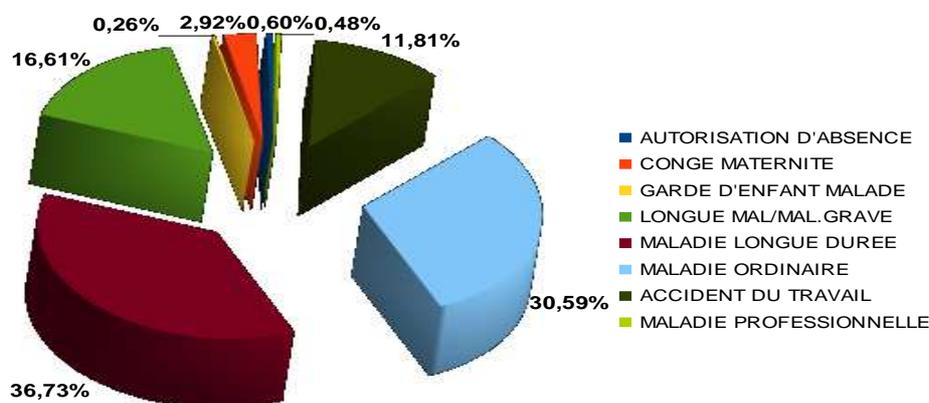
Contractuels occupant un emploi permanent : répartition par filière



Absence au travail 2020
Par motif d'absence

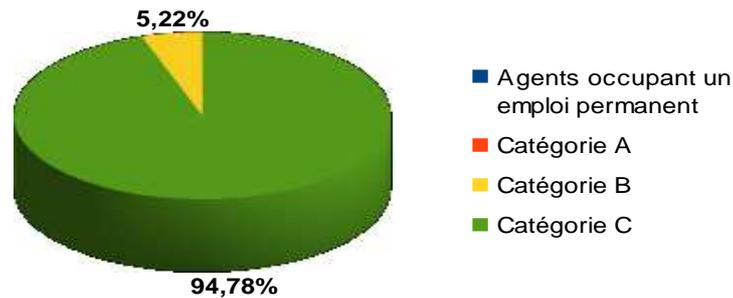
Décompte des jours d'absence - Répartition par type d'absence

Type d'absence	Nbe de jours	Nbe de jours
AUTORISATION D'ABSENCE	97	0,69%
CONGE MATERNITE	470	3,33%
GARDE D'ENFANT MALADE	42	0,30%
LONGUE MAL/MAL.GRAVE	2672	18,94%
MALADIE LONGUE DUREE	5909	41,88%
MALADIE ORDINAIRE	4921	34,87%
ACCIDENT DU TRAVAIL	1900	13,46%
MALADIE PROFESSIONNELLE	78	0,55%
TOTAL 2020	14111	100,00%
<i>Total 2019</i>	11694	



Formation

- Nombre total de jours de formation (tous agents) : 345 (En 2019 : 965,5)
- Nombre total de jours de formation (agents occupant un emploi permanent) : 0 (En 2019 : 24)
- Nombre total de jours de formation (cat. A) : 0 (En 2019 : 20)
- Nombre total de jours de formation (cat. B) : 18 (En 2019 : 53)
- Nombre total de jours de formation (cat. C) : 327 (En 2019 : 886,5)



Focus sur certaines formations :

- Préparations aux concours et examens d'accès à la FPT : **27**
- Formation prévue par les statuts particuliers : **21**
- Formation de perfectionnement : **15**
- Autres (agents non classables) :
 - Service civique : **3** jours de formation.
 - Salariés en CDD d'Insertion : **116** jours.

Dépenses de formation - Évolution 2017 - 2020

Budget formation

2017		2018		2019		2020*	
Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
52 170 €	43 561 €	41 720 €	18 546 €	74 322 €	55 554,50 €	48 079 €	23 749 €

* L'écart est important en 2020 du fait de l'annulation de certaines formations au regard de l'épidémie de Covid-19.

Cotisation CNFP

	2017	2018	2019	2020
Cotisation à la charge de la collectivité	67 611,57 €	62 173,48 €	63 135,33 €	52 924,98 €

Taux de cotisation à la charge de l'employeur constant : **0,90 %**

En 2020, compte tenu de la situation sanitaire, la cotisation CNFPT de novembre et décembre n'a pas été prélevée ce qui explique le chiffre à la baisse.

Relations sociales

Réunions statutaires : Réunions du comité technique :

1ère séance : Lundi 13 janvier 2020

- Point 1** : Approbation du PV du CT du 15 octobre 2019 (Avis)
- Point 2** : Approbation du compte rendu du CHS du 3 décembre 2019 (Avis)
- Point 3** : Modification du CEDER (Avis)
- Point 4** : Réponses au plan de formation (Information)
- Point 5** : Approbation de la délibération du RIFSEEP
- Point 6** : Mise en place du RIFSEEP: report au 7, 8, 14 et 15 avril 2020 par le prestataire GFI (Information)
- Point 7** : Protocole d'accord sur l'exercice des droits syndicaux des agents de la Mairie d'Abbeville et du CCAS (Avis)
- Point 8** : Document unique CCAS (Avis)
- Point 9** : Question(s) éventuelle(s) des représentants du personnel
- Point 10** : Questions diverses

2ème séance : Jeudi 11 juin 2020

- Point 1** : Approbation du compte rendu CT du 13 janvier 2020
- Point 2** : Approbation du compte rendu du CHST du 3 mars 2020
- Point 3** : Prime exceptionnelle pour certains agents publics COVID-19
- Point 4** : Réfaction des congés annuels COVID-19
- Point 5** : Plan de formation
- Point 6** : CCAS
- Point 7** : Question(s) éventuelle(s) des représentants du personnel
- Point 8** : Questions diverses

3ème séance : Vendredi 06 Novembre 2020

- Point 1** : Approbation du Procès-Verbal du Comité Technique du 11 juin 2020 (Avis)
- Point 2** : Approbation du Compte Rendu du CHSCT (Avis)
- Point 3** : Paritarisme
- Point 4** : Désignation des représentants de la Collectivité au sein du Comité Technique
- Point 5** : Organigramme du Patrimoine

Point 6 : Bilan Social 2019

Point 7 : Mouvements de personnel

Point 8 : État de l'apprentissage

Point 9 : Question(s) éventuelles des représentants du personnel.

Point 10 : Questions diverses

4ème séance : Mardi 15 décembre 2020

A) Ville :

Point 1 : Approbation du Procès-Verbal du Comité Technique du 06 Novembre 2020 (Avis)

Point 2 : Approbation du Compte Rendu du CHSCT 24 Novembre 2020 (Reporté en 2021)

Point 3 : Organisation du travail de la Police Municipale

Point 4 : Organigramme de la Direction des Affaires Financières

Point 5 : Lignes Directrices de Gestion

Point 6 : Question(s) éventuelle(s) des représentants du personnel

Point 7 : Questions diverses

B) CCAS :

Point 1 : Bilan Social 2019

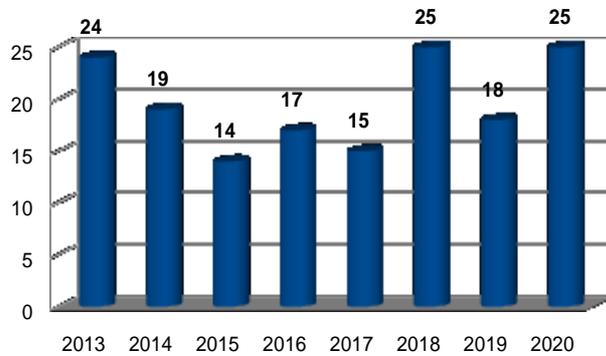
Point 2 : Mouvements du personnel

Point 3 : Lignes Directrices de Gestion

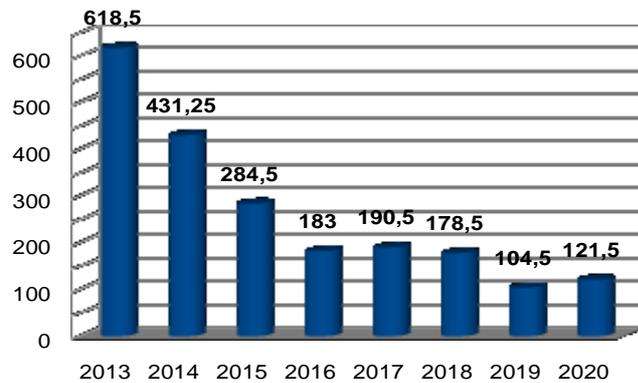
- Réunions des commissions administratives paritaires (CAP) : 3

Le Compte Épargne Temps (CET)

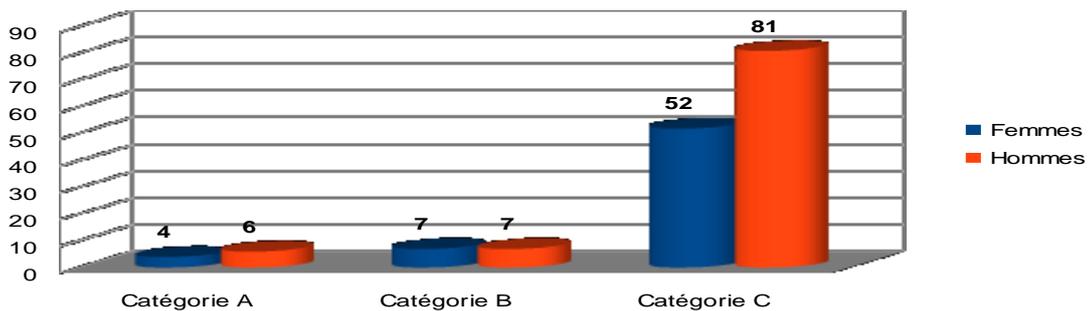
Années	Nbre de CET ouverts par année
2013	24
2014	19
2015	14
2016	17
2017	15
2018	25
2019	18
2020	25
<i>Total</i>	157



Années	Nbre de jours épargnés
2013	618,5
2014	431,25
2015	284,5
2016	183
2017	190,5
2018	178,5
2019	104,5
2020	121,5
<i>Total</i>	2112,25



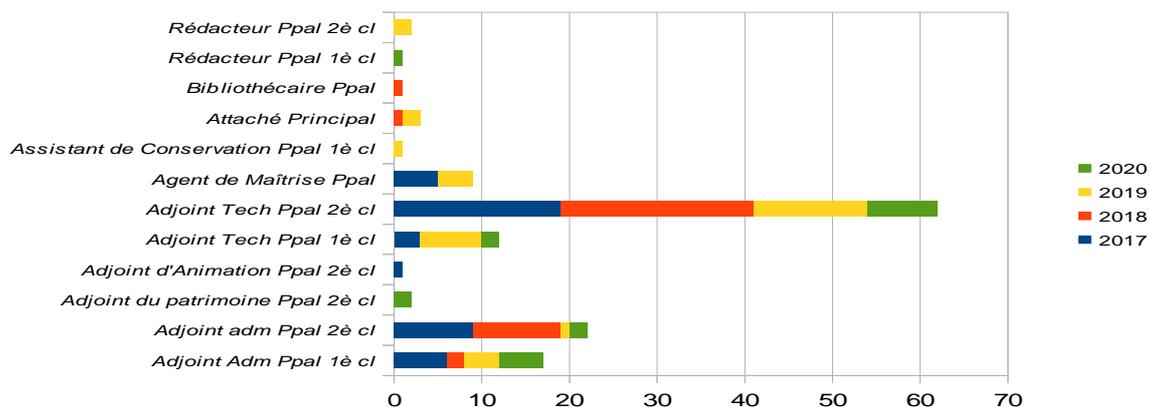
Nombre d'agents ayant un CET selon le sexe et la catégorie hiérarchique



Carrière – Rémunération

Avancements de grade - Évolution 2017-2020

Grades d'avancement	2017	2018	2019	2020
Adjoint Adm Ppal 1è cl	6	2	4	5
Adjoint adm Ppal 2è cl	9	10	1	2
Adjoint du patrimoine Ppal 2è cl	0	0	0	2
Adjoint d'Animation Ppal 2è cl	1	0	0	0
Adjoint Tech Ppal 1è cl	3	0	7	2
Adjoint Tech Ppal 2è cl	19	22	13	8
Agent de Maîtrise Ppal	5	0	4	0
Assistant de Conservation Ppal 1è cl	0	0	1	0
Attaché Principal	0	1	2	0
Bibliothécaire Ppal	0	1	0	0
Rédacteur Ppal 1è cl	0	0	0	1
Rédacteur Ppal 2è cl	0	0	2	0
Totaux	43	36	34	20



Promotion interne - Évolution 2017-2020

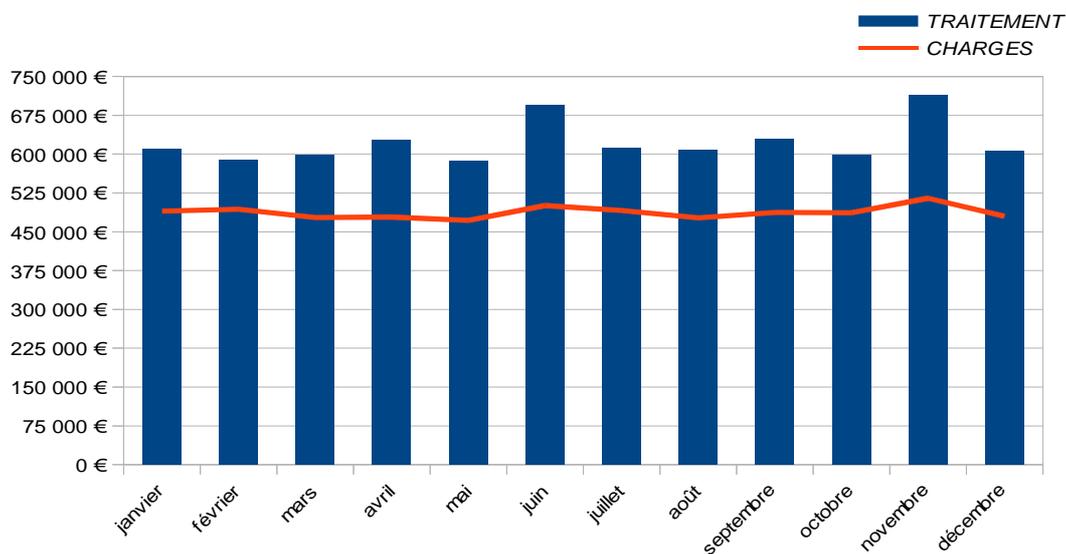
Grades de promotion	2017	2018	2019	2020
Agent de Maîtrise	2	3	2	1
Animateur	0	1	1	1
Attaché	1	0	0	0
Rédacteur	0	0	0	0
Rédacteur Ppal de 2è cl	0	0	1	0
Tech Ppal de 2è cl	0	0	0	0
Totaux	3	4	4	2

Rémunération

Traitements et charges versés au titre des chapitres 012 – 65

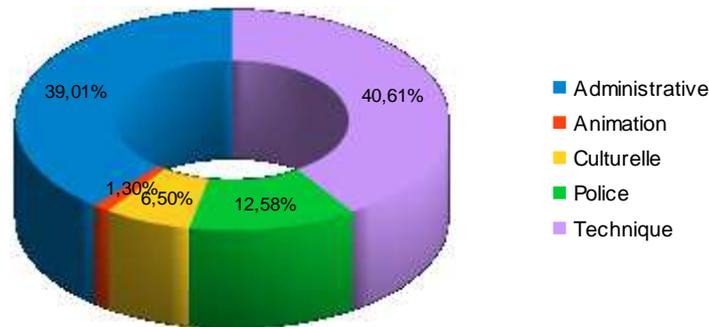
sur l'ensemble des budgets (Principal et budgets annexes)

	TRAITEMENT	CHARGES	TOTAL
<i>janvier</i>	610 007,75 €	489 916,44 €	1 099 924,19 €
<i>février</i>	588 494,10 €	493 407,92 €	1 081 902,02 €
<i>mars</i>	598 966,99 €	477 611,25 €	1 076 578,24 €
<i>avril</i>	626 896,24 €	478 572,79 €	1 105 469,03 €
<i>mai</i>	587 537,42 €	472 089,04 €	1 059 626,46 €
<i>juin</i>	695 033,69 €	500 588,30 €	1 195 621,99 €
<i>juillet</i>	611 734,66 €	490 983,30 €	1 102 717,96 €
<i>août</i>	607 941,23 €	476 910,59 €	1 084 851,82 €
<i>septembre</i>	628 610,21 €	487 265,43 €	1 115 875,64 €
<i>octobre</i>	599 254,82 €	486 856,45 €	1 086 111,27 €
<i>novembre</i>	714 595,15 €	514 785,61 €	1 229 380,76 €
<i>décembre</i>	606 837,76 €	479 987,87 €	1 086 825,63 €
			13 324 885,01 €



Régime indemnitaire versé aux agents en 2020

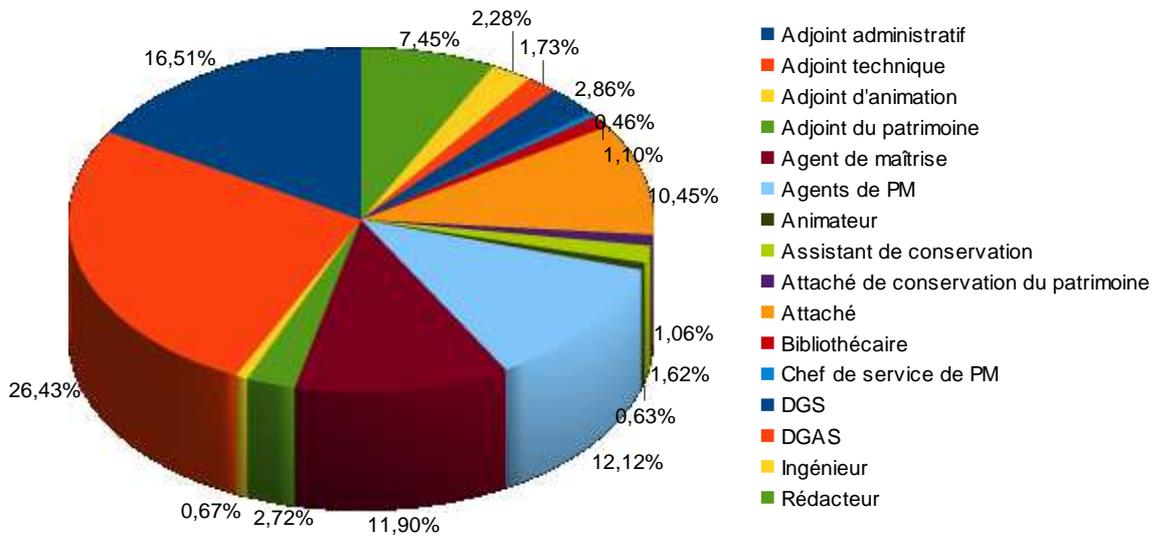
- *Par filière*



- *Par cadre d'emplois*

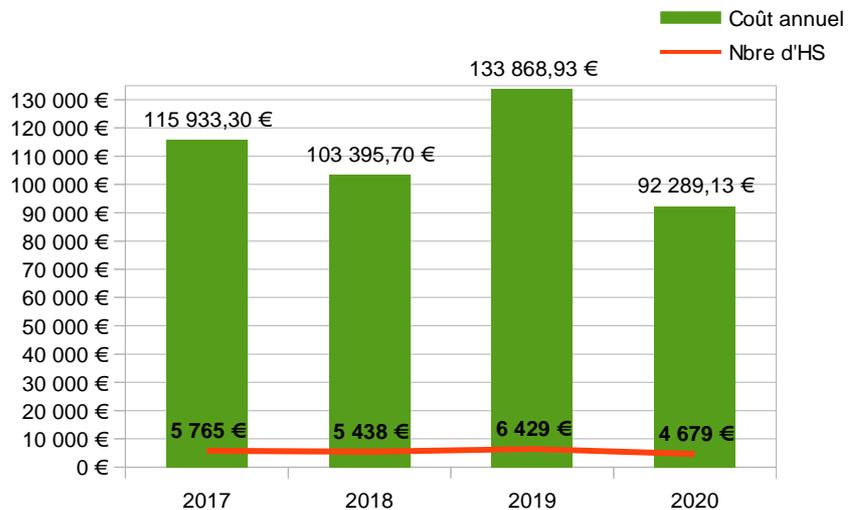
Cadre d'emplois	Montant	En %
Adjoint administratif	98 805,18 €	16,51%
Adjoint technique	158 202,10 €	26,43%
Adjoint d'animation	3 980,54 €	0,67%
Adjoint du patrimoine	16 281,28 €	2,72%
Agent de maîtrise	71 192,92 €	11,90%
Agents de PM	72 551,51 €	12,12%
Animateur	3 793,92 €	0,63%
Assistant de conservation	9 711,04 €	1,62%
Attaché de conservation du patrimoine	6 351,20 €	1,06%
Attaché	62 566,25 €	10,45%
Bibliothécaire	6 566,55 €	1,10%
Chef de service de PM	2 753,16 €	0,46%
DGS	17 134,48 €	2,86%
DGAS	10 366,64 €	1,73%
Ingénieur	13 665,84 €	2,28%
Rédacteur	44 579,39 €	7,45%

Régime indemnitaire versé aux agents de la collectivité réparti par cadre d'emplois



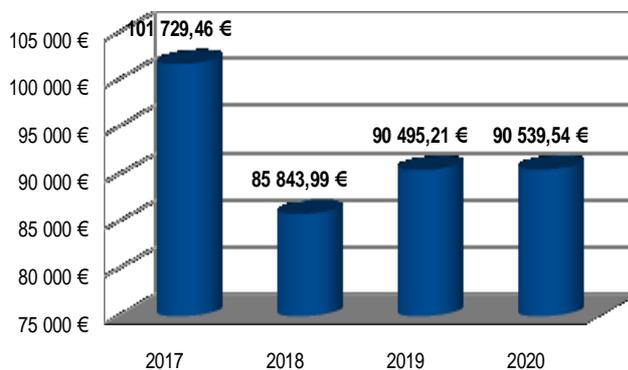
Heures supplémentaires

Années	Nbre d'HS	Coût annuel
2017	5764,50	115 933,30 €
2018	5437,50	103 395,70 €
2019	6429,25	133 868,93 €
2020	4679,11	92 289,13 €

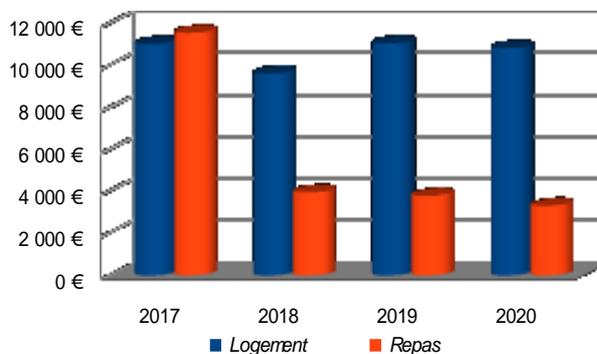


Nouvelle Bonification Indiciaire

Années	Agents concernés	Coût annuel
2017	201	101 729,46 €
2018	128	85 843,99 €
2019	128	90 495,21 €
2020	116	90 539,54 €



Avantages en nature (Coût annuel)		
Années	Logement	Repas
2017	11 015,18 €	11 549,55 €
2018	9 614,09 €	3 956,75 €
2019	11 035,23 €	3 790,15 €
2020	10 825,62 €	3 311,65 €



Temps de travail

1,1 LES TEMPS DE PRESENCE

Article	1er	Le Travail effectif.....
Article	2	Le temps de travail hebdomadaire.....
Article	3	Le temps partiel.....
Article	4	Les horaires quotidiens – les amplitudes.....
Article	5	Les horaires en vigueur dans la collectivité.....
Article	6	L'annualisation du temps de travail.....
Article	7	Les heures effectuées, les heures payées, les heures supplémentaires.....
Article	8	Les astreintes et les permanences.....
Article	9	Le temps d'habillage et de déshabillage.....
Article	10	Les dimanches.....
Article	11	Les réunions.....
Article	12	Les jours fériés.....
Article	13	Le télétravail.....

1,2 LES TEMPS D'ABSENCE

1,2,1 LES ABSENCES POUR MOTIFS PERSONNELS

Article	14	Les congés annuels des agents de droit public.....
Article	15	Les congés annuels suite à maladie.....
Article	16	Le compte épargne temps.....
Article	17	Les congés annuels des agents de droit privé.....
Article	18	Les retards et les absences de service fait.....
Article	19	Les autorisations d'absence.....
Article	20	Les sorties pendant les heures de travail – les aménagements d'horaires.....
Article	21	La pause déjeuner et la pause méridienne.....
Article	22	Les temps de trajet.....
Article	23	Le droit à la formation.....
Article	24	Le droit syndical – la participation aux instances de dialogue social.....
Article	25	Le droit de grève.....

1,2,2, LES ABSENCES POUR RAISONS DE SANTE

Article	26	Le congé de maladie.....
Article	27	Le temps partiel thérapeutique.....
Article	28	Le congé pour accident de travail (de service) et de trajet.....
Article	29	La maladie professionnelle.....
Article	30	Le congé de maternité.....
Article	31	Le congé de paternité.....
Article	32	Le don de jour de repos.....

La thématique liée au temps de travail est abordée dans le cadre du règlement intérieur mis en place au sein de la collectivité. Le 1er chapitre est dédié à l'organisation du travail.

Retour sur quelques notions...

Durée annuelle du travail : Le temps de travail effectif annuel est fixé à 1607 heures au maximum. Peuvent s'y ajouter des heures supplémentaires. Dans cette durée de 1607 heures, ne sont pas compris les jours de congés annuels, les jours fériés légaux et les jours de repos de fin de semaine.

De même, les deux jours de congés supplémentaires (" jours de fractionnement ") qui peuvent, sous certaines conditions, être accordés aux agents, n'entrent pas en compte dans ces 1607 heures, venant ainsi diminuer d'autant la durée individuelle de travail effectif. Durée hebdomadaire du travail : La durée du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine pour un emploi à temps complet. Le décompte du temps de travail s'effectue toutefois sur la base annuelle de 1607 heures.

Durée quotidienne du travail : La durée quotidienne du travail ne dépasse pas 10 heures, avec un repos minimum de 11 heures par jour, et une amplitude maximale de la journée de travail limitée à 12 heures. Une pause de 20 minutes est accordée aux agents par période de travail effectif de 6 heures dans la même journée.

Le jour de repos hebdomadaire est, en principe, le dimanche. Le travail de nuit est borné entre 22 heures et 5 heures ou d'une autre période de 7 heures consécutives entre 22 heures et 7 heures.

Extraits du règlement intérieur...

Article 5 - Les horaires en vigueur dans la collectivité

Selon que les services accueillent ou non du public, les horaires des services de la collectivité varient dans l'amplitude suivante :

- du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h (sauf le vendredi à 17 h 30).

Les services peuvent organiser des horaires différents sous réserve de respecter les plages d'accueil du public. Les agents organisent leur temps de travail selon les horaires pratiqués dans leur service d'affectation et en fonction des besoins du service et ce, après accord de leur chef de service, tout en respectant au maximum la règle des 50% de présence dans les créneaux précités.

Les chefs et directeurs de service peuvent être amenés à travailler au delà des bornes ci-dessus notées.

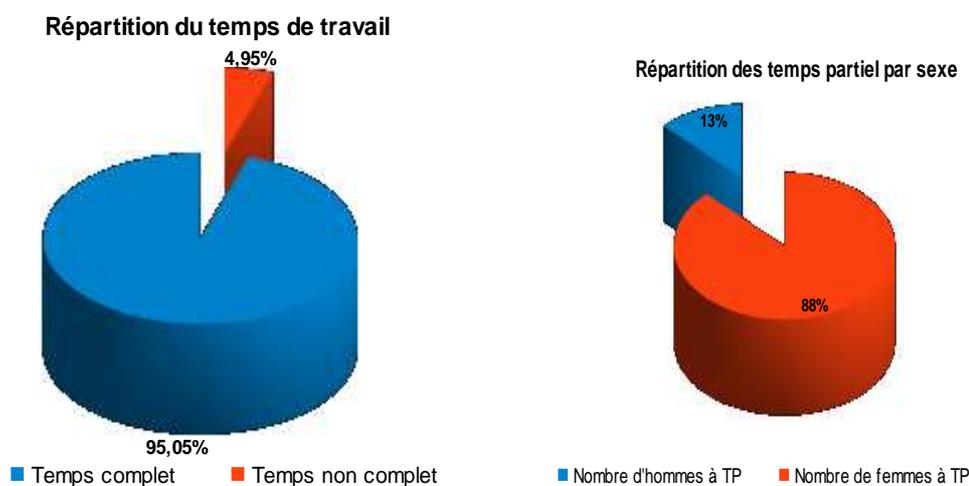
Article 6 - L'annualisation du temps de travail

Dans certains services de la collectivité, l'annualisation du temps de travail a été mise en œuvre et s'applique d'office aux agents des services concernés. Cette pratique permet de gérer toutes les heures de travail et de non travail, en cycles différents de travail. L'avis du Comité technique est requis.

L'application des cycles de travail impose la mise en place de plannings de travail permettant ainsi de suivre le nombre d'heures travaillées sur l'année. Ainsi, un planning prévisionnel du temps de travail doit être remis à chaque agent par son chef de service. Le suivi régulier des heures faites doit être assuré.

Une gestion automatisée des heures est mise en place dans les services qui pratiquent l'annualisation du temps de travail pour permettre le suivi, en temps réel, du cumul annuel des heures dues.

Quelques indicateurs :



Les astreintes

Pendant une période d'astreinte, l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, est cantonné à son domicile ou à proximité, afin de pouvoir intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, si son employeur le lui demande

L'intervention et, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail sont considérés comme du temps de travail effectif.

Dans la collectivité, les astreintes sont les suivantes :

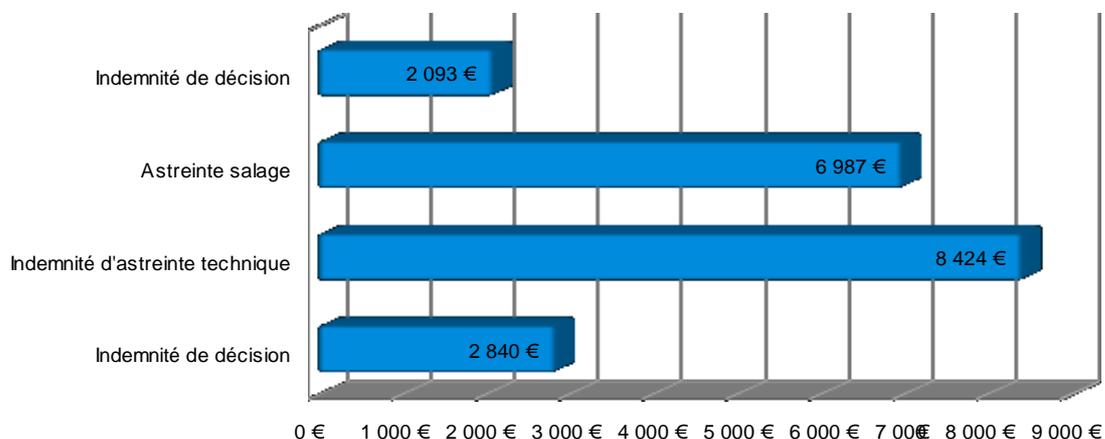
- Astreintes de décision

Huit directeurs et chefs de service sont volontaires pour assurer les astreintes de décision. Celles-ci débutent chaque vendredi à 17 h et durent une semaine complète.

- Astreintes d'exploitation

Sept agents techniques assistent les cadres, pour les mêmes périodes. Ils sont chargés des interventions sur le terrain. L'indemnisation des astreintes a été actée par délibération.

Type d'indemnité	Montant 2020	En %
Indemnité de décision	2 840,12 €	13,96%
Indemnité d'astreinte technique	8 423,66 €	41,41%
Astreinte salage	6 986,88 €	34,34%
Indemnité de décision	2 092,72 €	10,29%
Total	20 343,38 €	100,00%



Les Permanences correspondent à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou un jour férié sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte.

Les services mutualisés

Plusieurs services sont mutualisés :

TRAVAUX EN REGIE AU BENEFICE DE L'INTERCOMMUNALITE – 2020

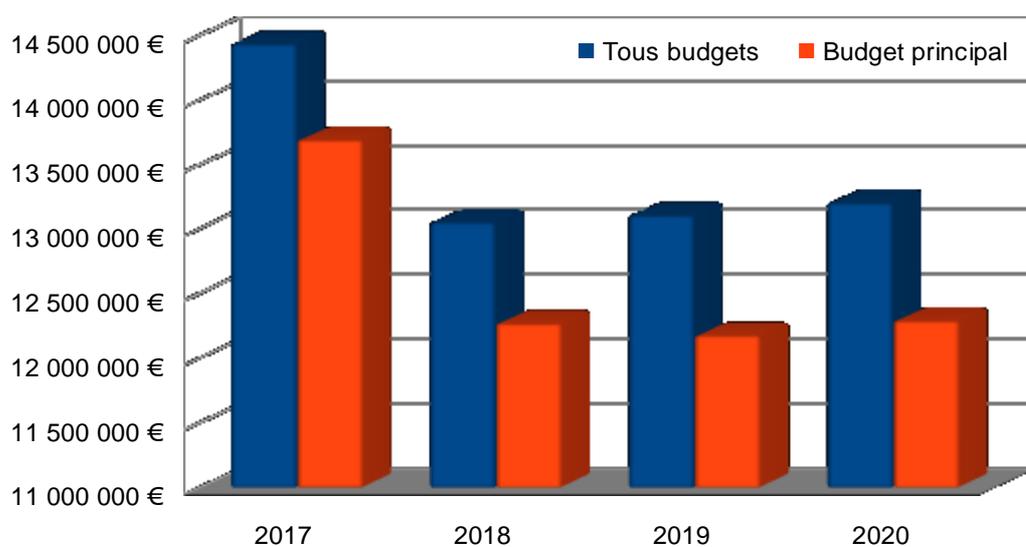
SERVICE	MONTANT CHARGE	MOYENNE DE TEMPS DE TRAVAIL 2020 au profit de la CABS	MONTANT DES CHARGES au profit de la CABS
COMMUNICATION	234 267,96 €	36,10 %	84 573,56 €
DIRECTION DES MARCHÉS PUBLICS	123 709,39 €	26,07 %	32 249,82 €
DIRECTION INFORMATIQUE	149 657,65 €	0,00 %	- €
UNITÉ ACHATS APPROVISIONNEMENT	201 620,02 €	50,00 %	100 810,01 €
SECRÉTARIAT DES SERVICES TECHNIQUES	35 579,41 €	25,03 %	8 905,53 €
SERVICES TECHNIQUES BATIMENTS	124 490,46 €	21,89 %	27 250,96 €
ATELIERS MUNICIPAUX	149 192,02 €	34,43 %	51 366,81 €
PLOMBERIE	90 433,43 €	38,92 %	35 196,69 €
ÉLECTRICITE	188 239,79 €	34,62 %	65 168,62 €
MACONNERIE	97 504,26 €	34,43 %	33 570,72 €
MENUISERIE	147 654,28 €	43,97 %	64 923,59 €
PEINTURE	136 687,24 €	43,39 %	59 308,59 €
LETTAGE	36 291,74 €	41,34 %	15 003,01 €
COUVERTURE	58 886,08 €	44,81 %	26 386,85 €
SERVICE DE L'EAU	59 554,37 €	0,00 %	- €
SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT	74 952,21 €	0,00 %	- €
BUREAU D'ÉTUDES	88 076,30 €	60,37 %	53 171,66 €
TOTAL	1 996 796,61		657 886,41 €

PERSPECTIVES 2021

La maîtrise des effectifs et de la masse salariale

Évolution du chapitre 012

Année	Tous budgets	Budget principal
2017	14 441 518,47 €	13 698 396,59 €
2018	13 059 701,03 €	12 276 910,10 €
2019	13 114 474,61 €	12 183 397,38 €
2020	13 211 649,71 €	12 297 319,06 €



L'ajustement au mieux des effectifs nécessite une anticipation des départs : une dizaine de départs à la retraite sont à prévoir sur l'année 2021. Six autres pourraient intervenir sous réserve pour les agents d'en faire la demande et de remplir les conditions de l'ouverture des droits à la retraite.

Un équilibre doit être trouvé entre la source d'économies potentielles que peuvent constituer ces départs et la continuité du service à assurer.

Ainsi, afin de prendre en compte les évolutions au sein des services, il sera étudié la possibilité du non remplacement systématique des départs à la retraite (4 non remplacements déjà actés en 2021) et une offre en interne sera privilégiée afin de procéder à des mobilités. Une réflexion en collaboration avec les services concernés permettra d'envisager une rationalisation des missions et des postes ainsi qu'une éventuelle redistribution des tâches inter-services.

DEPARTS ACTES EN 2021		
Agents	Service	Date de départ effectif
2	Restauration	Retraite au 01/01/2021
1	Musée B de Perthes	Retraite au 01/02/2021
1	Police Municipale	Retraite au 01/02/2021
1	Bibliothèque Patrimoniale	Retraite au 01/06/2021
1	Sports	Retraite au 01/07/2021
1	Ateliers Municipaux	Retraite au 01/10/2021
2	Scènes d'Abbeville	Retraite au 01/11/2021
1	Voirie Propreté	Retraite au 04/11/2021

DEPARTS A CONFIRMER		
Agents	Service	Date de départ potentielle
1	DAP	Retraite au 01/07/2021
1	Espaces verts	Retraite au 01/08/2021
1	Sports/entretien	Retraite au 01/09/2021
1	Espaces verts	Retraite au 01/10/2021
1	Médiathèques	Retraite au 01/10/2021
1	Unité Achats	Retraite au 01/11/2021

L'année 2021 verra la création d'une brigade verte dotée de deux agents afin d'organiser des patrouilles quotidiennes sur l'ensemble du territoire afin de contrôler au quotidien la propreté des rues, faire remonter les incivilités constatées...

La nouvelle équipe municipale a également émis le souhait de créer un 7ème chantier d'insertion dit « maraîchage » en janvier 2021.

Celui-ci aura pour but la mise en culture de parcelles de terre qui pourront produire des fruits et des légumes de saison, selon les principes d'une agriculture raisonnée. Ces parcelles seront cultivées par les salariés du chantier d'insertion maraîchage de la ville, dans le cadre de leur projet d'insertion, en

vue de favoriser le don alimentaire vers les publics défavorisés. Ils y découvriront ainsi les différentes techniques de maraîchage, et une sensibilisation aux questions environnementales. (zéro phyto d'ici 3 ans)

Mise en place des lignes directrices de gestion

à compter du 1er janvier 2021

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la Fonction Publique dispose que toutes les collectivités territoriales doivent désormais définir des lignes directrices de gestion. Celles-ci sont prévues à l'article 33-5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Les modalités de mise en œuvre de ce nouvel outil de GRH sont définies par le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019

L'élaboration de lignes directrices poursuit les objectifs suivants :

- Renouveler l'organisation du dialogue social en passant d'une approche individuelle à une approche plus collective
- Développer les leviers managériaux pour une action publique plus réactive et plus efficace
- Simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics
- Favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics dans la fonction publique et le secteur privé
- Renforcer l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

Les lignes directrices de gestion visent à :

1. déterminer la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de GPEEC
2. fixer des orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. En effet, les CAP n'examineront plus les décisions en matière d'avancement et de promotion à compter du 1^{er} janvier 2021.
3. Favoriser, en matière de recrutement, l'adaptation des compétences à l'évolution des missions et des métiers, la diversité des profils et la valorisation des parcours professionnels ainsi que l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Elles constituent le document de référence pour la GRH de la collectivité et permettent de formaliser la politique RH, de favoriser certaines orientations, de les afficher et d'anticiper les impacts prévisibles ou potentiels des mesures envisagées. Les lignes directrices de gestion s'adressent à l'ensemble des agents.

A cet effet, le projet relatif aux LDG a été proposé lors d'un rendez-vous en présence des organisations syndicales dans le cadre du dialogue social. Celui-ci a permis de présenter l'ensemble des mesures et de prendre en considération les observations formulées en retour.

Après rédaction définitive du document, celui-ci a été soumis à l'avis du Comité technique en décembre 2020. Il s'applique donc à compter du 1er janvier 2021 au sein de la collectivité pour la durée du mandat et sera révisé tous les 2 ans.

Mise en œuvre du RIFSEEP

Régime indemnitaire basé sur les fonctions, sujétions, expertise et l'engagement professionnel.

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel au sein de la FPE.

L'année 2020 a vu l'aboutissement des réflexions menées dans le cadre de la mise en œuvre du RIFSEEP fondé sur la nature des fonctions exercées par les agents et leur expérience professionnelle, donnant lieu au versement de l'Indemnité de fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE). Ainsi, le dispositif est mis en place au sein de la collectivité.

Le Développement des compétences

Parmi les priorités de formation proposée aux agents, les principales relèveront :

- De l'obtention ou du renouvellement de compétences obligatoires ou réglementaires comme la conduite d'engins, les diverses habilitations, la formation professionnelle initiale.
- De l'accompagnement à la mobilité interne et à la promotion afin de faciliter la prise en charge de nouvelles responsabilités par les agents.
- De la maîtrise des outils informatiques et de gestion de données.

Il est à noter que compte tenu de la crise sanitaire, l'année 2020 a été particulièrement impactée par l'annulation ou le report de nombreuses sessions de formations. Néanmoins, le travail mené en collaboration avec le CNFPT a permis de maintenir certaines formations notamment grâce à la formation à distance.

L'apprentissage

La formation d'apprentis aux métiers de la collectivité est un axe fort de la politique en ressources humaines portée par la collectivité pour soutenir réellement cette filière d'enseignement et favoriser le recrutement de jeunes femmes et de jeunes hommes.

L'effort initié et maintenu en 2020 sera poursuivi en 2021. En effet, 5 apprentis ont été intégrés en 2018, 1 en 2019 et le nombre définitif d'apprentis en décembre 2020 était de 8. Les domaines concernés relèvent du service Développement durable et de l'Informatique.

Service Civique

Dans le cadre de la politique des RH de la Ville, il a été décidé d'accueillir au sein des directions trois volontaires du Service Civique :

- 1 volontaire au sein du service des Archives,
- 1 volontaire au sein des Bibliothèques,
- 1 volontaire au sein du Patrimoine.

Cette collaboration se poursuivra en 2021 avec l'accueil de plusieurs volontaires.

Mise en place des nouveaux dispositifs réglementaires dans le cadre du dialogue social

- *Le Comité social : instance unique de dialogue*

Les comités techniques (CT) et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) sont réorganisés et fusionnés en une instance unique : **le comité social**. Cette réorganisation doit permettre "de remédier à la difficulté d'articulation actuelle des compétences entre les CT et les CHSCT, en particulier en matière de réorganisation de services".

Les comités sociaux, qui doivent être mis en place en 2022 à l'issue des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique, devront connaître de nombreuses questions notamment :

- le fonctionnement et l'organisation des services ;
- l'accessibilité des services et la qualité des services rendus ;
- l'égalité professionnelle ;
- la protection de la santé, l'hygiène et la sécurité des agents ;
- les orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- les lignes directrices de gestion (LDG) en matière de mutation, de mobilité, de promotion interne et d'avancement de grade des agents.

Ainsi, à partir de 2021, le bilan social annuel sera remplacé par un **rapport social unique**. Ce document doit servir de support à un débat relatif à l'évolution des politiques des ressources humaines.

- **Le rapport social unique (RSU) :**

Le décret n°2020-1493 du 30/11/2020 crée le Rapport Social Unique est publié. Cependant, une période transitoire est prévue jusqu'au 31 décembre 2022 pour tenir compte de la mise en place des nouvelles instances. Celui-ci fixe les conditions et modalités de mise en œuvre du RSU. Il précise le périmètre, la portée, le contenu et les règles de mise à disposition et de confidentialité de la base de données sociales et du rapport social unique.

Ce RSU aura vocation à rassembler en un seul document divers rapports tels que :

- le rapport sur l'état de la collectivité (« bilan social »),
- le rapport de situation comparée entre les hommes et les femmes institué par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012,
- le rapport sur les fonctionnaires mis à disposition,
- et le rapport sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue à l'article L. 323-2 du code du travail.

Le décret donne également la liste des données concernées, chaque catégorie est également déclinée en plusieurs sous-catégories. Il comportera des données sexuées relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, aux actes de violence, de harcèlement sexuel ou moral et aux agissements sexistes, à la rémunération et à l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle et familiale. Il comprendra en outre des indicateurs synthétiques relatifs aux écarts de rémunération entre les femmes et les hommes. Les données figurant au sein de ce rapport seront également rendus accessibles aux membres du Comité social (ex-CT) et présenté au Conseil municipal après avis du Comité social.

A cet effet, la collectivité mettra en place, dès 2021, le Rapport Social Unique.

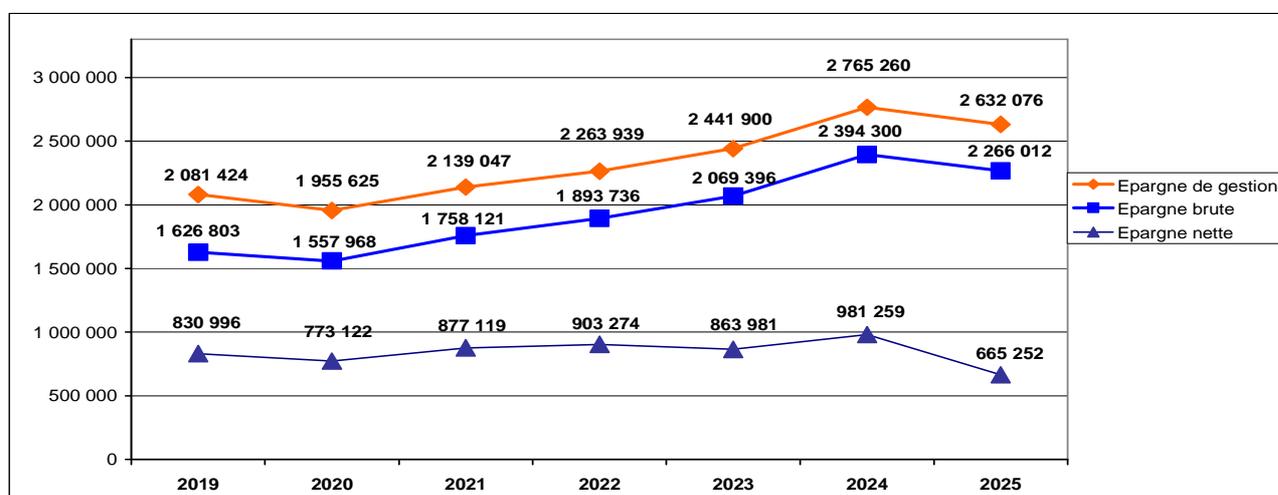
Autofinancement / Epargne issue de la section de fonctionnement

Les données indiquées dans cette partie relative à l'autofinancement ont été « retraitées » de manière à :

- Neutraliser les dépenses et recettes d'ordre (écritures comptables non « réelles »)
- Déplacer les recettes de cession sur les recettes d'investissement

DEFINITIONS	
EPARGNE DE GESTION =	C'est l'excédent réel de fonctionnement, avant frais financiers (intérêts de la dette). Il s'agit d'un solde naturel, sans prise en compte de l'endettement de la collectivité.
EPARGNE BRUTE =	Excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, y compris les intérêts de la dette.
EPARGNE NETTE =	Epargne brute moins annuité en capital des emprunts. Elle permet d'autofinancer les projets d'investissement.

CHAINE DE L'EPARGNE	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025
<i>Recettes réelles de fonctionnement</i>	26 009 564	26 601 109	27 220 038	27 520 698	27 755 720	28 019 943	28 288 429
<i>Dépenses réelles de fonctionnement</i>	24 292 924	24 703 141	25 411 917	25 576 962	25 636 324	25 575 643	25 972 416
Recettes de fonctionnement courantes (hors cessions)	25 919 725	26 261 109	27 170 038	27 470 698	27 705 720	27 969 943	28 238 429
Dépenses de fonctionnement courantes (hors intérêts de la dette)	23 838 301	24 305 484	25 030 991	25 206 759	25 263 821	25 204 683	25 606 352
Epargne de gestion	2 081 424	1 955 625	2 139 047	2 263 939	2 441 899	2 765 260	2 632 077
Intérêts de la dette	454 621	397 657	380 926	370 203	372 503	370 960	366 064
Epargne brute	1 626 803	1 557 968	1 758 121	1 893 736	2 069 396	2 394 300	2 266 013
Remboursement capital de la dette	795 807	784 846	881 003	990 462	1 205 415	1 413 041	1 600 761
Epargne nette	830 996	773 122	877 118	903 274	863 981	981 259	665 252



Présentation synthétique BP 2021 Provisoire – Dépenses

		2020	2021	Variation en %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 842 014.55	5 695 289.72	-2.51%
	60 – Achats	2 039 367.15	1 889 899.27	-7.33%
	61 – Services extérieurs	3 215 322.40	3 251 686.45	1.13%
	62 – Autres services extérieurs	459 375.00	424 054.00	-7.69%
	63 – Impôts, taxes et versements assimilés	127 950.00	129 650.00	1.33%
012	CHARGES DE PERSONNEL	12 642 800.00	12 967 800.00	2.57%
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	3 666 100.00	3 777 000.00	3.03%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	2 374 836.00	2 523 947.00	6.28%
	Créances admises en non valeur	243 000.00	240 000.00	-1.23%
	C.C.A.S.	1 121 682.00	1 250 782.00	11.51%
	Subventions aux associations	665 601.00	682 565.00	2.55%
66	CHARGES FINANCIERES	350 321.47	371 550.52	6.06%
	Intérêts de la dette	400 000.00	385 000.00	-3.75%
	Intérêts courus non échus	-49 678.53	-13 449.48	-72.93%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 449 830.00	1 450 270.00	0.03%
	Subventions exceptionnelles	59 830.00	108 070.00	80.63%
	Subventions aux budgets annexes	1 364 500.00	1 321 700.00	-3.14%
022	DEPENSES IMPREVUES	0.00	600 000.00	
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	26 325 902.02	27 385 857.24	4.03%
042	OPERATIONS D'ORDRE	861 000.00	871 000.00	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	900 000.00	1 200 000.00	
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	28 086 902.02	29 456 857.24	4.88%

Section d'investissement – Programme pluriannuel d'investissement (PPI)

Libellé	Total	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 100 - ACQUISITION DE MATERIEL et VEHICULES	1 773 425	273 425	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Dépenses	1 773 425	273 425	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Divers	7 509	7 509	0	0	0	0	0
FCTVA	306 189	64 489	44 853	49 212	49 212	49 212	49 212
Total recettes	313 698	71 998	44 853	49 212	49 212	49 212	49 212
op 14 - AMELIORATION DU PATRIMOINE	2 477 710	495 710	1 272 000	295 000	155 000	155 000	105 000
Immeuble Vauban	11 400	11 400	0	0	0	0	0
Espace Saint Gilles	18 500	0	18 500	0	0	0	0
Travaux Logements	150 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Vestiaires Emonville	90 000	0	45 000	45 000	0	0	0
Autres	19 594	19 594	0	0	0	0	0
Serres Emonville	150 000	0	100 000	50 000	0	0	0
Travaux Locaux Prélude	2 431	2 431	0	0	0	0	0
Salle des fêtes	74 485	24 485	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Beffroi Hôtel de Ville	285 000	285 000	0	0	0	0	0
Mise en accessibilité	475 000	25 000	100 000	100 000	100 000	100 000	50 000
Centre Technique Municipal	180 000	90 000	45 000	45 000	0	0	0
Toiture Espace 1901	80 000	0	80 000	0	0	0	0
Toiture Amicale Saint Jacques	25 000	0	25 000	0	0	0	0
Menuiseries Bat 09 Espace St Gilles	303 500	0	303 500	0	0	0	0
Chassis Hôtel de Ville	500 000	0	500 000	0	0	0	0
Locaux associatifs	112 800	12 800	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Dépenses	2 477 710	495 710	1 272 000	295 000	155 000	155 000	105 000
Abbeville Fondation du Patrimoine	150 000	0	50 000	80 000	20 000	0	0
Communauté Agglomération Baie de Somme	62 400	57 000	5 400	0	0	0	0
PLAN DE RELANCE TOITURE ESPACE 1901	50 800	0	50 800	0	0	0	0
PLAN DE RELANCE TOITURE AMICALE ST JACQUES	14 100	0	14 100	0	0	0	0
PLAN DE RELANCE MENUISERIES BAT 09	202 400	0	202 400	0	0	0	0
PLAN DE RELANCE CHASSIS HOTEL DE VILLE	322 700	0	322 700	0	0	0	0
Dotation Politique de la Ville	40 000	0	20 000	20 000	0	0	0
Caisse d'Allocations Familiales	34 219	34 219	0	0	0	0	0
FCTVA	488 207	98 988	81 316	208 659	48 392	25 426	25 426
Total recettes	1 364 826	190 207	746 716	308 659	68 392	25 426	25 426
op 600 - ENVIRONNEMENT	137 520	19 520	49 000	18 000	17 000	17 000	17 000
Cimetière La Chapelle	31 000	0	31 000	0	0	0	0
Extension columbarium	31 990	6 990	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Plantations arbres	54 530	12 530	9 000	9 000	8 000	8 000	8 000
Mobilier urbain	20 000	0	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Dépenses	137 520	19 520	49 000	18 000	17 000	17 000	17 000
FCTVA	23 924	4 153	3 202	8 038	2 953	2 789	2 789
Total recettes	23 924	4 153	3 202	8 038	2 953	2 789	2 789

Libellé	Total	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 900 - EQUIPEMENTS CULTURELS	494 944	75 944	183 000	59 000	59 000	59 000	59 000
Archives	40 200	24 200	12 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Médiathèque Jacques Darras	29 776	4 776	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Acquisition oeuvres d art	40 075	75	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000
Restauration Oeuvres d art	198 500	33 500	65 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Aménagement Musée	75 000	0	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
CHAPELLE ST PIERRE	18 000	0	18 000	0	0	0	0
Bibliothèque Robert Mallet	30 639	5 639	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Carmel Aménagements	47 754	7 754	40 000	0	0	0	0
Carmel Etude technique ERP	15 000	0	15 000	0	0	0	0
Dépenses	494 944	75 944	183 000	59 000	59 000	59 000	59 000
DRAC	67 391	0	47 728	19 663	0	0	0
Divers	51 430	0	34 750	16 680	0	0	0
Département	3 277	427	2 850	0	0	0	0
FCTVA	78 225	6 713	12 458	30 019	9 678	9 678	9 678
Total recettes	200 323	7 140	97 786	66 362	9 678	9 678	9 678
op 10 - EQUIPEMENTS SPORTIFS	2 138 708	1 539 708	299 000	175 000	75 000	25 000	25 000
Construction Salle de Gymnastique	1 290 000	1 290 000	0	0	0	0	0
Equipement Salle de gymnastique	189 165	189 165	0	0	0	0	0
Centre omnisports	19 885	9 885	10 000	0	0	0	0
Centre Robert Viarre	5 106	5 106	0	0	0	0	0
Boulodromes	10 000	0	10 000	0	0	0	0
Salle du rivage	4 000	0	4 000	0	0	0	0
Stades	91 584	16 584	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Gymnase Ponthieu	50 000	0	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Club Hippique	478 968	28 968	250 000	150 000	50 000	0	0
Dépenses	2 138 708	1 539 708	299 000	175 000	75 000	25 000	25 000
Région	114 490	73 993	40 497	0	0	0	0
Département	278 790	212 991	65 799	0	0	0	0
FCTVA	539 059	192 326	252 574	49 048	28 707	12 303	4 101
Total recettes	932 339	479 310	358 870	49 048	28 707	12 303	4 101
op 92 - MUSEE BOUCHER DE PERTHES	6 149 000	0	92 000	1 557 000	2 000 000	2 000 000	500 000
Etude de programmation	92 000	0	92 000	0	0	0	0
Agrandissement Salle Manessier	6 057 000	0	0	1 557 000	2 000 000	2 000 000	500 000
Dépenses	6 149 000	0	92 000	1 557 000	2 000 000	2 000 000	500 000
DRAC	2 315 000	0	0	415 000	800 000	800 000	300 000
Région	1 400 000	0	0	300 000	500 000	500 000	100 000
CABS	20 000	0	0	20 000	0	0	0
Département	15 000	0	15 000	0	0	0	0
FCTVA	926 662	0	0	15 092	255 410	328 080	328 080
Total recettes	4 676 662	0	15 000	750 092	1 555 410	1 628 080	728 080

Libellé	Total	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 11 - RESTAURATION COLLECTIVE	25 749	749	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Materiel Cuisine	25 749	749	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Dépenses	25 749	749	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
FCTVA	3 998	594	123	820	820	820	820
Total recettes	3 998	594	123	820	820	820	820
op 101 - STADE PAUL DELIQUE	5 022 000	0	22 000	500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Restructuration Stade	5 000 000	0	0	500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Etude de programmation	22 000	0	22 000	0	0	0	0
Dépenses	5 022 000	0	22 000	500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Région	2 083 333	0	0	208 333	625 000	625 000	625 000
Divers	416 666	0	0	41 666	125 000	125 000	125 000
Département	833 333	0	0	83 333	250 000	250 000	250 000
FCTVA	577 749			3 609	82 020	246 060	246 060
Total recettes	3 911 081	0	0	336 941	1 082 020	1 246 060	1 246 060
204 - SUBVENTIONS D EQUIPEMENT	9 650 400	608 400	758 400	2 108 400	2 108 400	2 108 400	1 958 400
Opération ANRU CABS	6 000 000	0	150 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 350 000
Autres	50 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400	8 400
Attribution compensation voirie CABS	3 600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Dépenses	9 650 400	608 400	758 400	2 108 400	2 108 400	2 108 400	1 958 400
op 400 - TRAVAUX AMELIORATIONS URBAINES	5 552 850	770 889	1 050 000	966 314	935 647	915 000	915 000
Sonorisation rue Jean de Ponthieu	82 647	0	21 000	41 000	20 647	0	0
Parking Place des Jacobins	81 210	0	60 000	21 210	0	0	0
Matériel de signalisation	125 000	0	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Extension réseau Aire Accueil	37 946	37 946	0	0	0	0	0
Effacement réseaux ERDF	72 943	72 943	0	0	0	0	0
Mobilier urbain	160 000	30 000	30 000	25 000	25 000	25 000	25 000
Extensions des réseaux électriques	226 104	0	52 000	24 104	50 000	50 000	50 000
Poteaux incendie	165 000	40 000	50 000	30 000	15 000	15 000	15 000
Eclairage Public	4 590 000	590 000	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000
Boulevard Vauban	12 000	0	12 000	0	0	0	0
Dépenses	5 552 850	770 889	1 050 000	966 314	935 647	915 000	915 000
FDE	11 026	11 026	0	0	0	0	0
Communauté Agglomération Baie de Somme	10 540	10 540	0	0	0	0	0
Région	24 795	0	18 600	6 195	0	0	0
Dotations Politiques de la Ville	105 664	0	60 000	45 664	0	0	0
Divers	7 500	0	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
FISAC	20 302	0	10 000	10 302	0	0	0
Département	19 410	0	14 250	5 160	0	0	0
FCTVA	888 434	127 641	126 457	172 242	158 514	153 484	150 097
Total recettes	1 087 671	149 207	230 807	241 063	160 014	154 984	151 597

Libellé	Total	2020	2021	2022	2023	2024	2025
op 200 - TRAVAUX EDIFICES CULTUELS	1 879 804	18 804	681 000	770 000	270 000	70 000	70 000
Eglise Saint Gilles	1 502 304	2 304	600 000	700 000	200 000	0	0
Eglise Rouvroy	15 000	0	15 000	0	0	0	0
Eglise Saint Sépulcre	140 000	0	20 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Collégiale Saint Vulfran	222 500	16 500	46 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Dépenses	1 879 804	18 804	681 000	770 000	270 000	70 000	70 000
DRAC - SAINT GILLES	296 383	0	100 000	120 000	76 383	0	0
PLAN DE RELANCE SAINT GILLES	240 000	0	110 000	130 000	0	0	0
REGION SAINT GILLES	375 073	0	150 000	175 000	50 073	0	0
FCTVA	297 750	868	3 085	111 712	126 311	44 291	11 483
Total recettes	1 209 206	868	363 085	536 712	252 767	44 291	11 483
Total dépenses programme							
Total dépenses programme	35 302 110	3 803 149	4 711 400	6 753 714	7 425 047	7 154 400	5 454 400
Total recettes programme	13 723 728	903 478	1 860 441	2 346 947	3 209 973	3 173 643	2 229 246
Coût annuel	21 578 382	2 899 671	2 850 959	4 406 767	4 215 074	3 980 757	3 225 154

Les principaux investissements 2021

Opération 14 : Amélioration du patrimoine

* Plan de relance : rénovation thermique des bâtiments

Menuiseries Espace St Gilles Plan de relance Etat	303 500 €	202 400 €
Châssis Hôtel de Ville Plan de relance Etat	500 000 €	332 700 €
* Vestiaires Emonville	90 000 €	
* Serres Emonville Fondation Abbeville Patrimoine	150 000 €	150 000 €
* Vidéoprotection	15 000 €	

Opération 600 : Environnement et cadre de vie

Projet éco-paturage (clôture et abris)	5 500 €	
Création de mini-fôrets urbaines Région (90% du HT)	29 000 €	21 750 €
Travaux déboisement Monts de Caubert Europe Région	40 000 €	21 000 € 5 700 €
Cimetière de la Chapelle (réceptacles urnes)	10 600 €	

Opération 900 : Equipements culturels

Restauration orgue MUTTIN Fondation Abbeville Patrimoine	40 000 €	40 000 €
Espace culturel St Pierre (maîtrise d'œuvre)	38 000 €	
Restauration d'œuvres d'art Fonds baptismaux de Jean SGARD Groupe sculpté Chapelle de la Vierge Sondage fresque Carmel DRAC Département	15 000 € 69 500 € 8 500 €	29 690 € 4 375 €

Opération 10 : Equipements sportifs

Centre Omnisport (sondage toiture)	15 000 €	
Stade de Rouvroy (vidéosurveillance)	5 000 €	
Centre Robert Viarre (pare ballons, tourelle d'extraction)	25 500 €	

Opération 92 : Musée Boucher de Perthes

Extension du musée (étude de programmation) CABS	92 000 €	20 000 €
---	----------	----------

Opération 101 : Stade Paul Delique

Etude de programmation	48 000 €	
------------------------	----------	--

Opération 204 : Subventions d'équipement

Programme ANRU	1 100 000 €	
Attribution de compensation voirie	750 000 €	

Opération 400 : Travaux d'améliorations urbaines

Programme d'éclairage public	605 000 €	
Effacement des réseaux (Bd Portelette, Av de la gare)	279 500 €	
Programme Action Cœur de ville Parking des Jacobins (stationnement dynamique)	104 000 €	

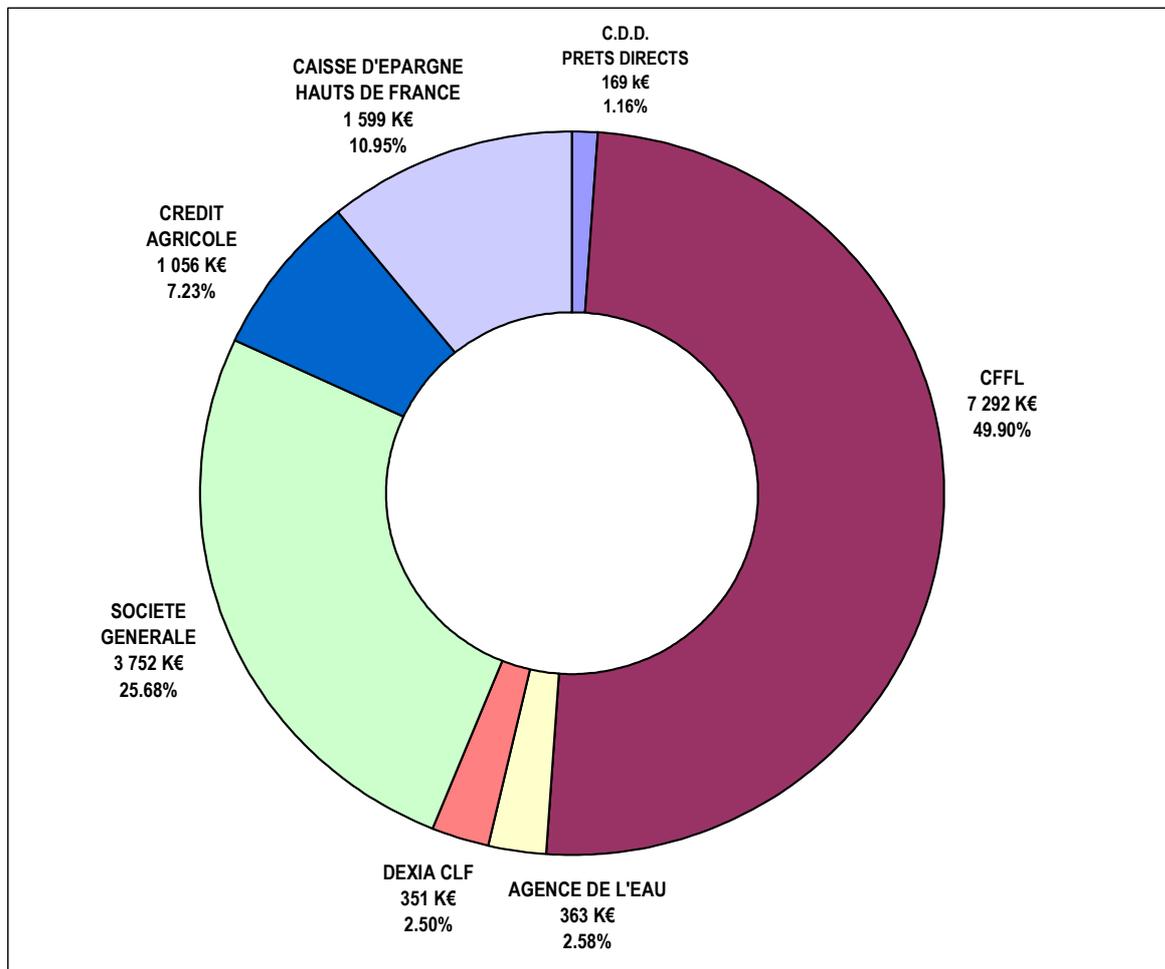
Opération 200 : Travaux édifices culturels

Eglise St Gilles (travaux et maîtrise d'œuvre) Plan de relance Etat Région	1 500 000 €	240 000 € 375 000 €
Collégiale St Vulfran (toiture sacristie)	90 300 €	
Eglise St Sépulcre (travaux sacristie)	41 500 €	
Eglise Rouvroy (mise en conformité électrique)	15 000 €	

Etat d'endettement de la commune

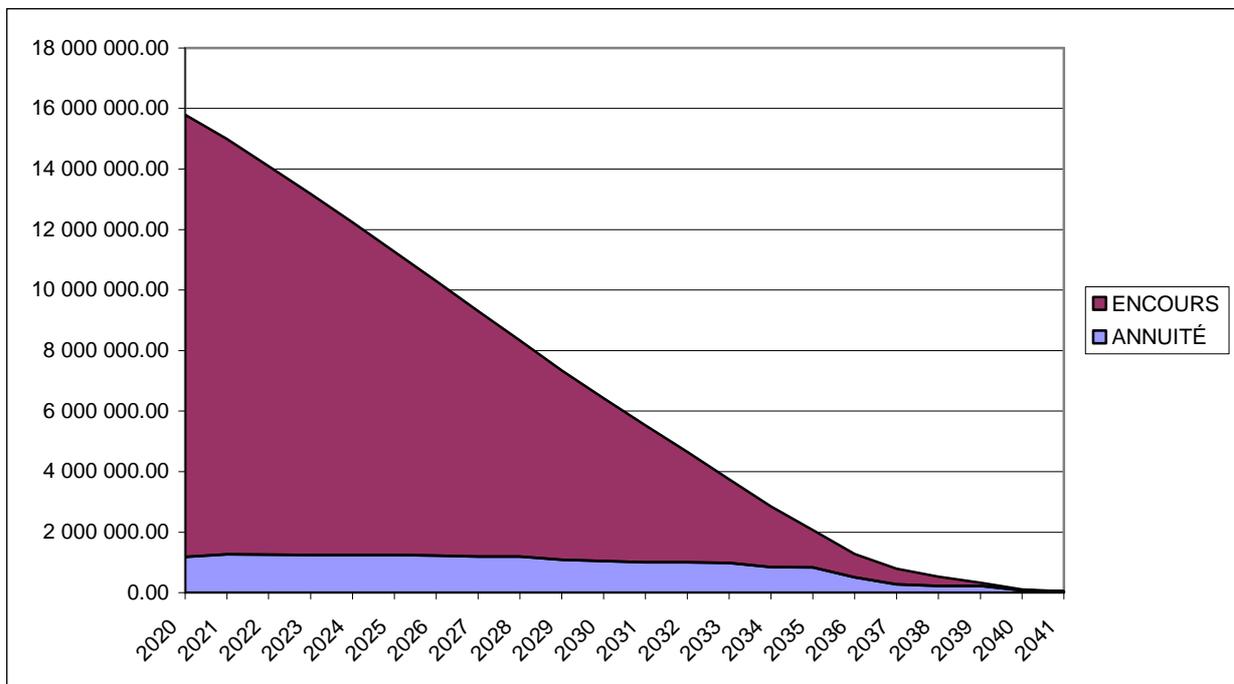
	2017	2018	2019	2020	2021
Annuité de la dette	2 937 281	1 210 481	1 250 429	1 182 533	1 263 380
Capital	1 723 748	714 904	795 808	784 846	882 491
Intérêts	1 213 533	495 577	454 621	397 687	380 889
Encours de la dette au 31/12/N	16 492 741	14 556 164	14 082 365	14 612 420	13 729 929

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2020	784 846.04	397 687.03	1 182 533.07	14 612 420.59
2021	882 491.20	380 889.03	1 263 380.23	13 729 929.39
2022	898 437.94	358 312.52	1 256 750.46	12 831 491.45
2023	915 048.30	336 292.05	1 251 340.35	11 916 443.15
2024	932 348.81	313 239.29	1 245 588.10	10 984 094.34
2025	950 374.98	291 154.34	1 241 529.32	10 033 719.36
2026	963 440.32	266 079.27	1 229 519.59	9 070 279.04
2027	951 967.80	241 103.40	1 193 071.20	8 118 311.24
2028	972 347.46	216 663.62	1 189 011.08	7 145 963.78
2029	893 947.13	191 450.43	1 085 397.56	6 252 016.65
2030	875 353.19	169 213.03	1 044 566.22	5 376 663.46
2031	854 210.21	147 430.42	1 001 640.63	4 522 453.25
2032	875 604.86	126 634.44	1 002 239.30	3 646 848.39
2033	876 784.18	104 860.40	981 644.58	2 770 064.21
2034	760 456.37	82 422.70	842 879.07	2 009 607.84
2035	775 288.51	60 892.38	836 180.89	1 234 319.33
2036	467 055.30	38 767.96	505 823.26	767 264.03
2037	250 727.71	23 895.07	274 622.78	516 536.32
2038	202 461.20	16 106.91	218 568.11	314 075.12
2039	207 421.70	10 200.75	217 622.45	106 653.42
2040	68 933.01	4 078.53	73 011.54	37 720.41
2041	37 720.41	1 651.26	39 371.50	0.00
TOTAL	15 397 266.63	3 779 024.83	19 176 291.29	



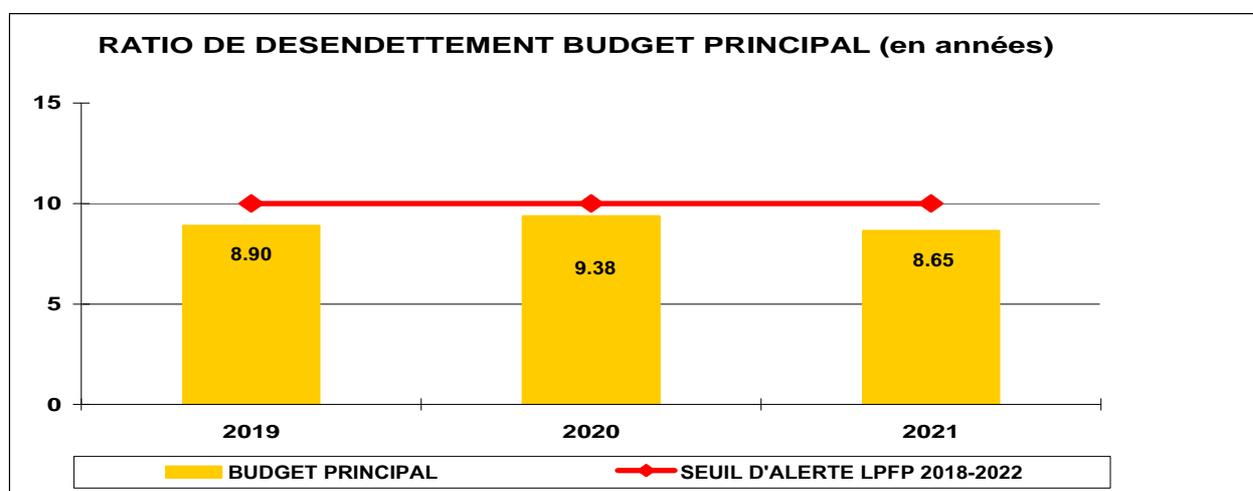
Evolution des ratios de dette du Budget Principal

Annuité de la dette		
Année 2020	51 €	/hab
Année 2021	54 €	/hab
Moy. strate	127 €	/hab

Encours de la dette		
Encours de la dette au 31/12/2020	626 €	/hab
Moy. strate	1 032 €	/hab

Taux de charge de la dette (annuité / ressources de Fonctionnement)			
Année	RR courantes de Fonct.	Annuité	Taux charge de la dette
2019	25 919 725 €	1 250 429 €	4.82 %
Estimation 2020	26 261 109 €	1 182 533 €	4.50 %
Projection 2021	27 170 038 €	1 263 380 €	4.65 %
Moy. strate			8.28 %

Capacité de désendettement		<i>Nombre d'années nécessaires pour amortir l'encours de la dette si la commune consacre l'intégralité de son autofinancement brut. Zone d'alerte > 10</i>	
Année	Epargne brute	Encours de la dette	Capacité de désendettement (en années)
2019	1 626 803 €	14 477 267 €	8.90
Estimation 2020	1 557 968 €	14 612 420 €	9.38
Projection 2021	1 758 121 €	15 212 114 €	8.65



SYNTHESE DE LA PROJECTION 2020-2026

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produit des contributions directes	12 690 234	12 867 529	14 041 879	14 251 044	14 463 346	14 678 833	14 897 552	15 119 552
Fiscalité indirecte	1 399 845	1 325 705	1 271 500	1 281 500	1 261 500	1 241 500	1 221 500	1 201 500
Dotations	10 813 428	11 044 979	10 269 742	10 351 237	10 393 957	10 462 693	10 532 459	10 603 273
Autres recettes d'exploitation	1 106 057	1 362 896	1 636 917	1 636 917	1 636 917	1 636 917	1 636 917	1 636 917
Total des recettes réelles de fonctionnement	26 009 564	26 601 109	27 220 038	27 520 698	27 755 720	28 019 943	28 288 429	28 561 242
60 Achats	1 547 906	1 603 910	1 650 000	1 650 000	1 650 000	1 650 000	1 650 000	1 650 000
61 Services extérieurs	3 248 316	2 672 405	2 650 000	2 650 000	2 650 000	2 650 000	2 650 000	2 650 000
62 Autres services extérieurs	495 979	351 133	380 000	380 000	380 000	380 000	380 000	380 000
Remboursement frais de personnel CABS	0	0	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
Taxes foncières	0	109 515	115 000	115 000	115 000	115 000	115 000	115 000
Autres	124 692	8 623	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Charges à caractère général (chap 011)	5 416 893	4 745 586	5 050 000					
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	12 183 397	12 310 000	12 408 480	12 507 748	12 607 810	12 708 672	12 810 342	12 912 824
Autres charges de gestion courante (chap 65)	2 019 017	2 112 939	2 448 782	2 448 782	2 405 782	2 245 782	2 245 782	2 245 782
Intérêts de la dette (art 66111)	454 621	397 657	380 926	370 203	372 503	370 960	366 064	353 297
Autres dépenses de fonctionnement	4 218 995	5 136 959	5 123 729	5 200 229	5 200 229	5 200 229	5 500 229	5 500 229
Total des dépenses réelles de fonctionnement	24 292 924	24 703 141	25 411 917	25 576 962	25 636 324	25 575 643	25 972 416	26 062 133
Epargne de gestion	2 081 425	1 955 625	2 139 047	2 263 939	2 441 900	2 765 260	2 632 076	2 802 406
Intérêts de la dette	454 621	397 657	380 926	370 203	372 503	370 960	366 064	353 297
Epargne brute	1 626 804	1 557 968	1 758 121	1 893 736	2 069 396	2 394 300	2 266 012	2 449 109
Remboursement capital de la dette	795 808	784 846	881 003	990 462	1 205 415	1 413 041	1 600 761	1 757 175
Epargne nette	830 996	773 122	877 119	903 274	863 981	981 259	665 252	691 934
FCTVA (art 10222)	340 741	453 530	524 067	648 450	762 017	872 143	827 746	573 484
Emprunts	1 794 044	920 000	1 480 696	3 132 494	2 980 093	2 628 499	2 188 902	0
Autres recettes	880 707	789 289	1 657 374	2 019 496	2 768 956	2 622 500	1 722 500	321 000
Total des recettes réelles d'investissement	3 015 492	2 162 819	3 662 137	5 800 440	6 511 066	6 123 142	4 739 148	894 484
Sous-total dépenses d'équipement	3 642 382	3 803 149	4 711 400	6 753 714	7 425 047	7 154 400	5 454 400	300 000
Autres investissements hors PPI	1 214	0	0	0	0	0	0	0
Remboursement capital de la dette	795 808	784 846	881 003	990 462	1 205 415	1 413 041	1 600 761	1 757 175
Capacité d'investissement résiduelle	0	0	0	0	0	0	0	1 336 419
Total des dépenses réelles d'investissement	4 439 404	4 587 995	5 592 403	7 744 176	8 630 462	8 567 441	7 055 161	3 393 594
Fonds de roulement en début d'exercice	2 856 623	3 149 352	2 622 143	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
Résultat de l'exercice	292 729	- 527 208	- 122 143	0	0	0	0	0
Fonds de roulement en fin d'exercice	3 149 352	2 622 143	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000

La synthèse du PPI ci-dessus, nécessite sur la période 2021-2026 un volume d'emprunts d'environ 12 400 000 € pour pouvoir financer les différents projets. Par ailleurs, la commune souhaite maintenir à minima sur cette période, un fonds de roulement de fin d'exercice de 2,5 M€ par an correspondant à un peu plus de deux mois de dépenses de personnel.

ESTIMATION DU BESOIN DE FINANCEMENT POUR 2021 (Article 13 de la LPFP)

Emprunt nouveau Budget principal (Estimation)	Emprunt nouveau Budgets annexes (Estimation)	Emprunt nouveau total (Estimation)	Remboursement en capital Budget principal	Remboursement en capital Budgets annexes	Remboursement en capital total	Besoin de financement total (Estimation)
3 160 000 €	110 000 €	3 270 000 €	882 491 €	676 913 €	1 559 404 €	1 710 596 €

Evolution du Fonds de roulement

Définition du Fonds de roulement (FDR) : Excédent de ressources dont dispose la collectivité dans son haut de bilan après avoir financé l'ensemble de ses investissements.

Si le résultat de l'année ou la variation du FDR est négatif, cela signifie que la collectivité a mobilisé ses réserves pour financer ses investissements.

Si le résultat de l'année ou la variation du FDR est positif, cela signifie que la collectivité a mobilisé plus de ressources que ses besoins. Elle a donc reconstitué son FDR.

CALCUL DU FONDS DE ROULEMENT	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Epargne nette	830 996	773 122	877 119	903 274	863 981	981 259	665 252
+ Recettes d'invest. Hors emprunt	1 545 492	1 242 819	2 181 441	2 667 946	3 530 973	3 494 643	2 550 246
+ Cessions	89 837	340 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
= Total Financement de l'investissement	2 466 325	2 355 941	3 108 560	3 621 220	4 444 954	4 525 902	3 265 498
- Dépenses d'invest. Hors dette	3 643 596	3 803 149	4 711 400	6 753 714	7 425 047	7 154 400	5 454 400
= Besoin de financement	-1 177 271	-1 447 208	-1 602 840	-3 132 494	-2 980 093	-2 628 498	-2 188 902
+ EMPRUNT et assimilés	1 470 000	920 000	1 480 696	3 132 494	2 980 093	2 628 498	2 188 902
= Variation FDR	292 729	-527 208	-122 144	0	0	0	0

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
FOND DE ROULEMENT (FDR) au 31/12/n	3 149 352	2 622 143	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000



LE SERVICE DE L'EAU

Les recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Atténuation de charges (chap 013)	0	588	0					
Autres redevances (surtaxe communale Eau)	510 706	518 750	520 000	525 000	530 000	535 000	540 000	545 000
Locations diverses (terrain SAFER)	0	874	874	874	874	874	874	874
Produits des services (chap 70)	510 706	520 212	520 874	525 874	530 874	535 874	540 874	545 874
Autres produits de gestion courante (chap 75)	21 546	22 742	24 000	24 200	24 400	24 600	24 800	25 000
Total des recettes de gestion courante (Chap 75)	532 252	542 954	544 874	550 074	555 274	560 474	565 674	570 874
Total des recettes réelles de fonctionnement	532 252	542 954	544 874	550 074	555 274	560 474	565 674	570 874

La principale recette de fonctionnement du service de l'Eau est la surtaxe communale. Celle-ci est calculée sur le volume d'eau consommé par le taux voté de la surtaxe (0,35 € le m³ pour le particulier).

Les autres produits de gestion courante constituent les redevances versées par les opérateurs de télécommunications (ORANGE, FREE, BOUYGUES) pour des antennes relais installées sur les châteaux d'eau.

Les dépenses réelles de fonctionnement

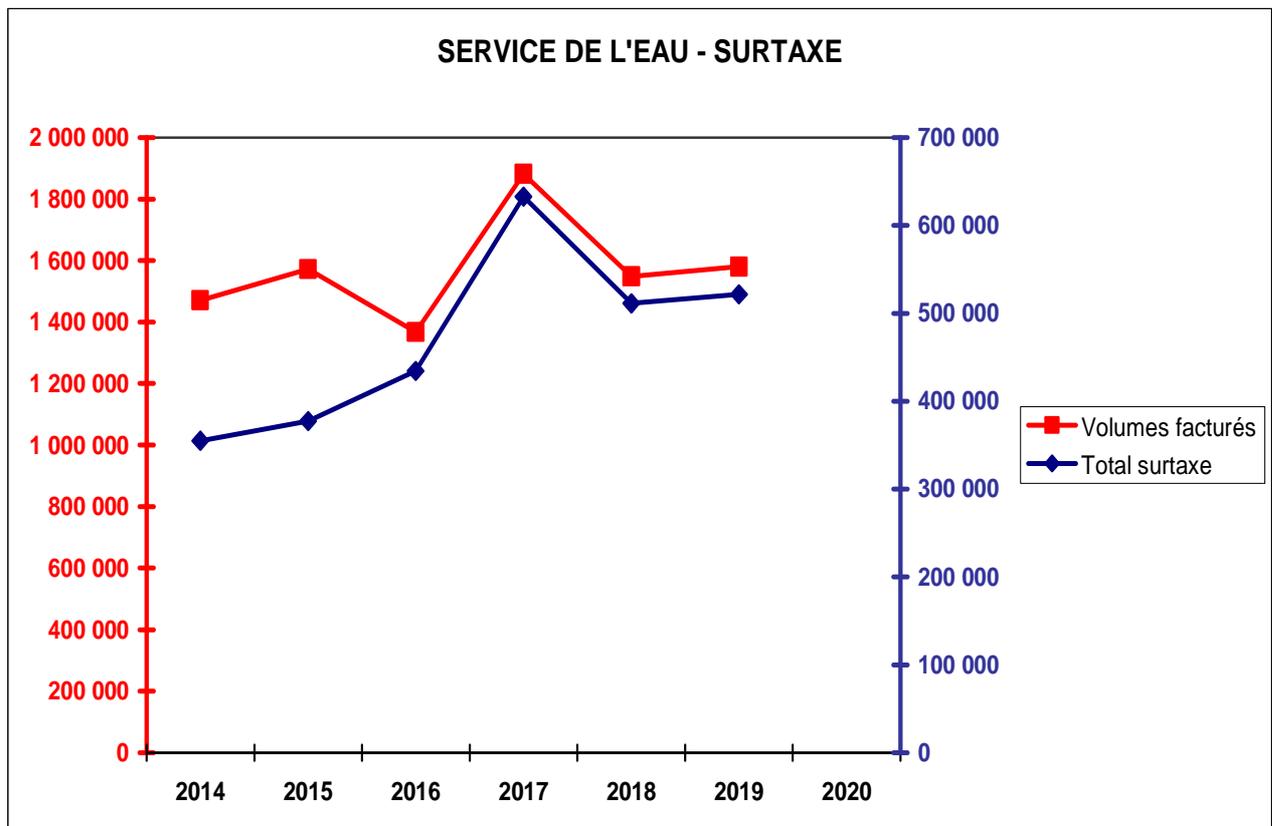
	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
60 Achats		0	300	300	300	300	300	300
61 Services extérieurs	1 308	3 502	35 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
62 Autres services extérieurs	2 651	214	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Taxes foncières	18 378	18 520	18 700	19 000	19 200	19 400	19 600	19 800
Charges à caractère général (chap 011)	22 337	22 236	57 000	24 300	24 500	24 700	24 900	25 100
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	94 492	94 866	114 000	130 000	132 000	134 000	136 000	138 000
Autres charges de gestion courante (chap 65)	3							
Total des dépenses de gestion courante	116 832	117 102	171 000	154 300	156 500	158 700	160 900	163 100
Intérêts de la dette (art 66111)	152 568	148 173	134 234	127 666	120 899	116 091	111 170	103 449
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	3 619	- 1 095	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Total des dépenses réelles de fonctionnement	273 019	264 180	306 234	282 966	278 399	275 791	273 070	267 549

Dès 2021, il faudra lancer l'assistance à maîtrise d'ouvrage en raison de l'approche de la fin du contrat de délégation de service public du service de l'Eau au 31 décembre 2022. Cette étude sera l'occasion d'éclairer les élus sur le choix d'opter pour une gestion en régie ou contractualiser une nouvelle délégation de service public.

Service de l'Eau – Surtaxe et volumes d'eau facturés

SERVICE DE L'EAU - SURTAXE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
VOLUMES FACTURES							
1er Semestre	677 999	669 712	456 008	732 741	338 231	326 778	346 118
2ème Semestre	793 090	902 636	911 188	1 148 787	1 210 754	1 253 672	
Volumes facturés	1 471 089	1 572 348	1 367 196	1 881 528	1 548 985	1 580 450	
SURTAXE							
1er Semestre	154 666.36	155 269.80	141 710.72	244 666.70	115 590.01	115 077.45	112 371.19
2ème Semestre	200 131.81	222 180.52	292 651.12	387 933.20	395 628.77	406 379.22	
Total surtaxe	354 798.17	377 450.32	434 361.84	632 599.90	511 218.78	521 456.67	

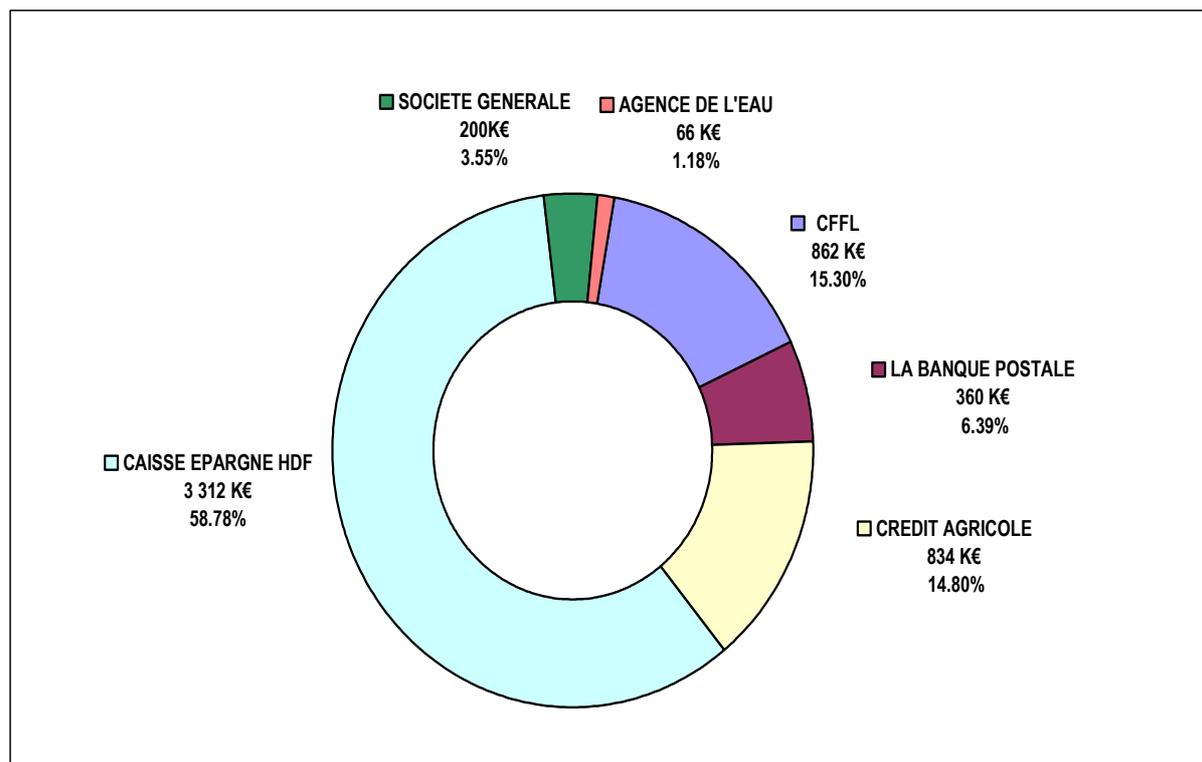


Etat d'endettement du service de l'Eau

	2017	2018	2019	2020	2021
Annuité de la dette	345 535	343 973	409 139	431 410	435 302
Capital	195 205	199 180	256 571	283 237	301 068
Intérêts	150 330	144 793	152 568	148 173	134 234
Encours de la dette au 31/12/N	4 595 515	5 461 335	5 651 763	5 368 526	5 067 458

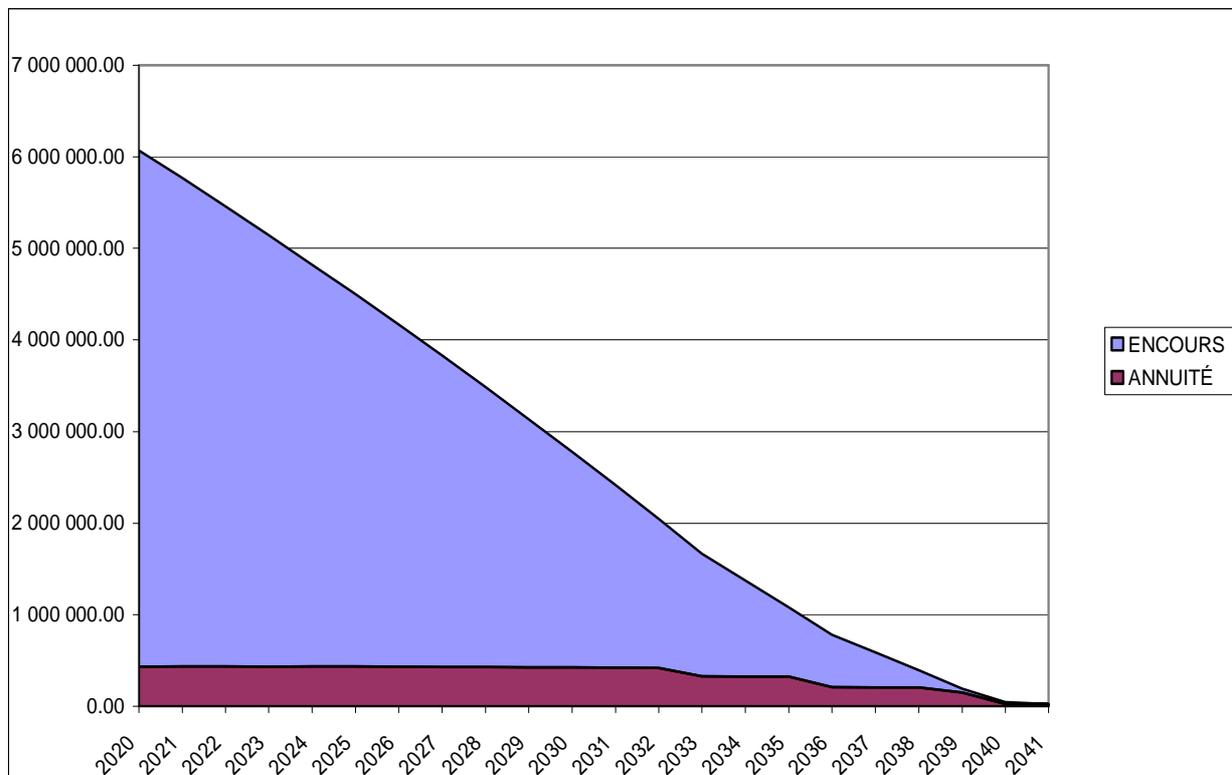
La structure de la dette pour le service de l'Eau au 31 décembre 2020 est composée de 13 contrats de prêts dont 2 contrats à taux variables indexés sur le Livret A, 1 contrat indexé sur l'EURIBOR 3 mois au taux plancher de 0,35% et 4 contrats de l'Agence de l'eau sont des avances remboursables sans intérêts.

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2020	285 665.60	148 172.86	433 838.46	5 634 923.76
2021	303 496.09	134 234.42	437 730.51	5 331 427.67
2022	309 256.01	127 666.25	436 922.26	5 022 171.66
2023	314 139.39	120 898.98	435 038.37	4 708 032.27
2024	319 228.20	116 091.18	435 319.38	4 388 804.07
2025	324 531.20	111 170.34	435 701.54	4 064 272.87
2026	330 057.40	103 449.06	433 506.46	3 734 215.47
2027	335 816.34	95 492.78	431 309.12	3 398 399.13
2028	341 817.81	87 406.96	429 224.77	3 056 581.32
2029	348 072.14	78 835.06	426 907.20	2 708 509.18
2030	354 590.03	70 112.38	424 702.41	2 353 919.15
2031	361 382.66	61 112.30	422 494.96	1 992 536.49
2032	368 461.61	51 899.33	420 360.94	1 624 074.88
2033	285 812.54	42 232.33	328 044.87	1 338 262.34
2034	289 702.25	36 126.48	325 828.73	1 048 560.09
2035	293 755.66	29 853.38	323 609.04	754 804.43
2036	184 647.68	23 457.39	208 105.07	570 156.75
2037	189 051.10	17 855.55	206 906.65	381 105.65
2038	193 640.61	12 097.80	205 738.41	187 465.04
2039	143 956.23	6 142.32	150 098.55	43 508.81
2040	21 397.70	1 451.79	22 849.49	22 111.11
2041	22 111.11	738.38	22 849.49	0.00
TOTAL GENERAL	5 920 589.36	1 476 497.32	7 397 086.68	52 363 842.14



Les recettes d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Subventions Agence de l'eau		178 878	266 832	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Subventions LACTINOV		127 700						
Autres recettes (créances transfert drts déduction TVA)	82 858	141 844	100 000	117 000	125 000	80 000	80 000	80 000
Sous-total des recettes d'investissement	82 858	448 422	366 832	217 000	225 000	180 000	180 000	180 000
Emprunts en cours	447 000	200 000	110 000	300 000	350 000	200 000	200 000	200 000
Avance remboursable Agence de l'eau	0	21 474						
Total des recettes réelles d'investissement	529 858	669 896	476 832	517 000	575 000	380 000	380 000	380 000

Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	541 735	851 065	600 000	700 000	750 000	500 000	500 000	500 000
Sous-total dépenses d'équipement	541 735	851 065	600 000	700 000	750 000	500 000	500 000	500 000
Remboursement capital de la dette	257 789	285 666	303 496	309 256	314 139	319 228	324 531	330 057
Total des dépenses réelles d'investissement	799 524	1 136 731	903 496	1 009 256	1 064 139	819 228	824 531	830 057

Plan Pluriannuel des travaux du service de l'eau

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
TRAVAUX EAU POTABLE						
réhabilitation ou rénovation de canalisation AEP						
ANRU/PRU		150 000	250 000	250 000		
Aubépines	122 000					
Bouleaux	103 000					
Peupliers		85 000				
route de Doullens (en attente sondage cana)	100 000					
opération centre de ville						
rue Jean de Ponthieu						100 000
rue des Teinturiers						156 000
place Amiral Courbet						132 000
rue Duchesne de la Motte						90 000
opération liée à la voirie						
place Maurice Huré +amorce Dumont et Millevoye	85 000					
Boulevard de la Portelette	125 000					
opération entrée de ville						
route des Polonais		150 000	150 000	150 000	150 000	
canalisation à renouveler casse réseau						
rue Pierre Brossolette		110 000				
rue de la Cité Leday				160 000		
rue Hôtel Dieu			160 000			
Travaux sur réservoir						
diagnostic extérieur château d'eau rte de Doullens	9 720					
Château d'eau route de Doullens sécurisation d'accès porte barreaudée, protection fenêtre plaque pleine et panneaux grillagées	4 500					
mise en sécurité équipements internes 2 échelles d'accès		5 000				
Station de captage						
Inspection des forages	40 000	40 000				
fourniture et pose des glissières RD925,	100 000					
maîtrise d'œuvre pour pose de dispositif de retenue de véhicules	8 000					
Opération de Reconquête de la Qualité de l'Eau						
Actions agricoles dans ORQUE Diagnostic individuel : visite conseil et suivi annuel		80 000				
TOTAL GENERAL	697 220	620 000	560 000	560 000	150 000	478 000

Il est à noter que ce Projet de PPI ci-dessus est en attente de validation de l'Agence de l'eau.



LE SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Les recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Atténuations de charges (chap 013)		335						
Autres redevances (surtaxe communale Assainissement)	369 145	361 740	360 000	363 000	366 000	370 000	372 000	375 000
Fonds de travaux	113 340	112 058	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
Redevances matières de vidanges	22 631	2 756	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Produits des services (chap 70)	505 116	476 554	472 500	475 500	478 500	482 500	484 500	487 500
Prime d'épuration	54 349	80 282	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
Subventions d'exploitation (chap 74)	54 349	80 282	80 000					
Redevances d'occupation Somme numérique	434	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits de gestion courante (Chap 75)	434							
Fonds de soutien - sortie des emprunts à risques	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286
Produits financiers (Chap 76)	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286	27 286
Total des recettes réelles de fonctionnement	587 185	584 457	579 786	582 786	585 786	589 786	591 786	594 786

La principale recette de fonctionnement du service de l'Assainissement est la surtaxe communale. Celle-ci est calculée sur le volume d'eau consommé par le taux voté de la surtaxe (0,30 € le m³ pour le particulier).

Les dépenses réelles de fonctionnement

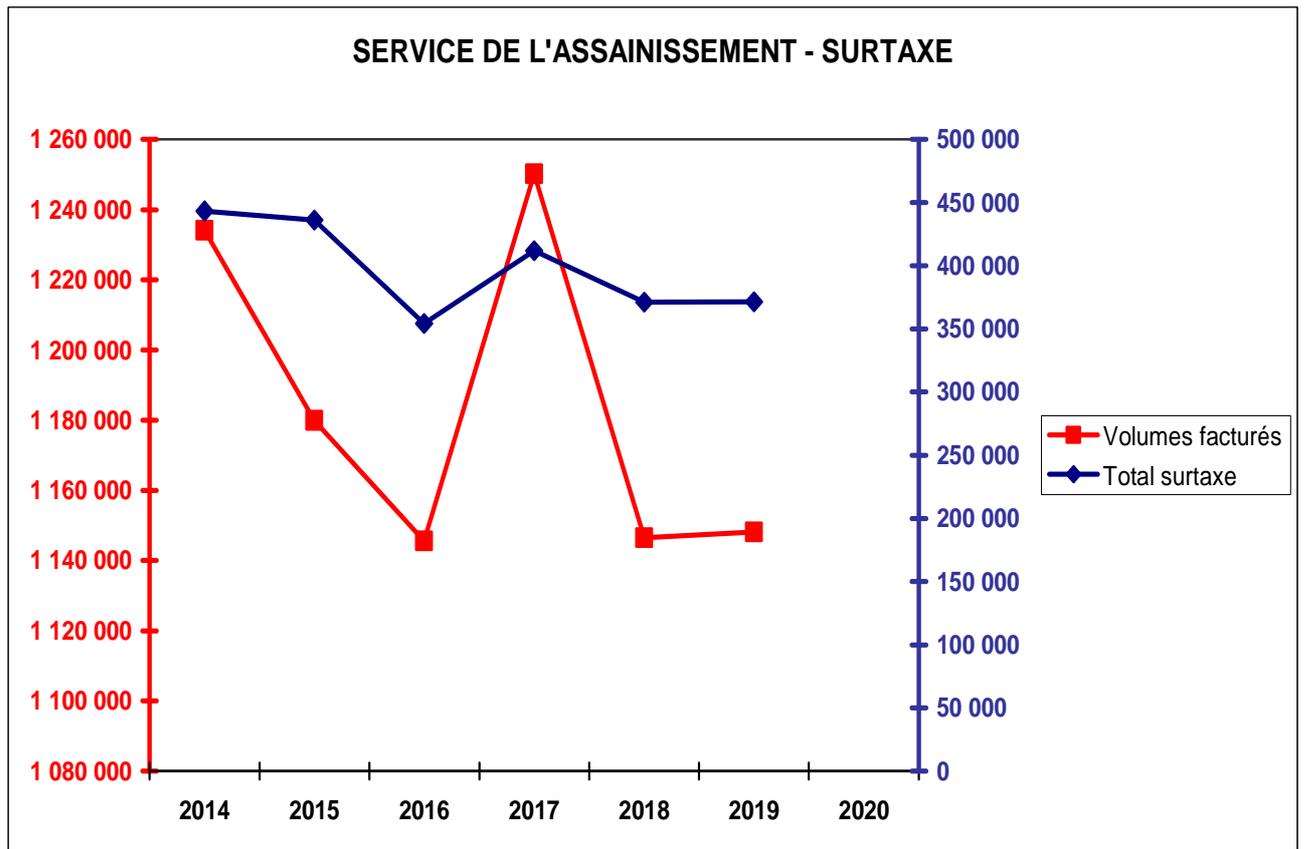
	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
60 Achats	50	1 090	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100	1 100
61 Services extérieurs	5 848	5 332	33 000					
62 Autres services extérieurs	429	427	500	500	500	500	500	500
Charges à caractère général (chap 011)	6 327	6 849	34 600	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	113 055	113 679	114 000	114 700	115 400	116 100	116 800	117 500
Autres charges de gestion courante (chap 65)	1 647	2 183	1 500					
Total des dépenses de gestion courante	121 029	122 711	150 100	117 800	118 500	119 200	119 900	120 600
Intérêts de la dette (art 66111)	119 813	112 450	104 568	96 899	94 093	88 564	82 694	76 594
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	- 4 503	- 4 764	- 4 500	- 4 500	- 4 500	- 4 500	- 4 500	- 4 500
Total des dépenses réelles de fonctionnement	236 339	230 397	250 168	210 199	208 093	203 264	198 094	192 694

Dès 2021, il faudra lancer l'assistance à maîtrise d'ouvrage en raison de l'approche de la fin du contrat de délégation de service public du service de l'Assainissement au 31 décembre 2022. Cette étude sera l'occasion d'éclairer les élus sur le choix d'opter pour une gestion en régie ou contractualiser une nouvelle délégation de service public.

Service de l'Assainissement – Surtaxe et volume d'eau facturés

SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - SURTAXE

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
VOLUMES FACTURES							
1er Semestre	514 600	430 654	387 256	433 343	375 371	369 852	371 533
2ème Semestre	719 564	749 233	758 314	816 778	771 091	778 246	
Volumes facturés	1 234 164	1 179 887	1 145 570	1 250 121	1 146 462	1 148 098	
SURTAXE							
1er Semestre	191 215.66	159 232.15	116 918.17	151 320.95	123 576.21	121 459.67	122 427.26
2ème Semestre	252 087.85	277 095.97	237 314.82	260 727.26	247 686.06	250 078.89	
Total surtaxe	443 303.51	436 328.12	354 232.99	412 048.21	371 262.27	371 538.56	

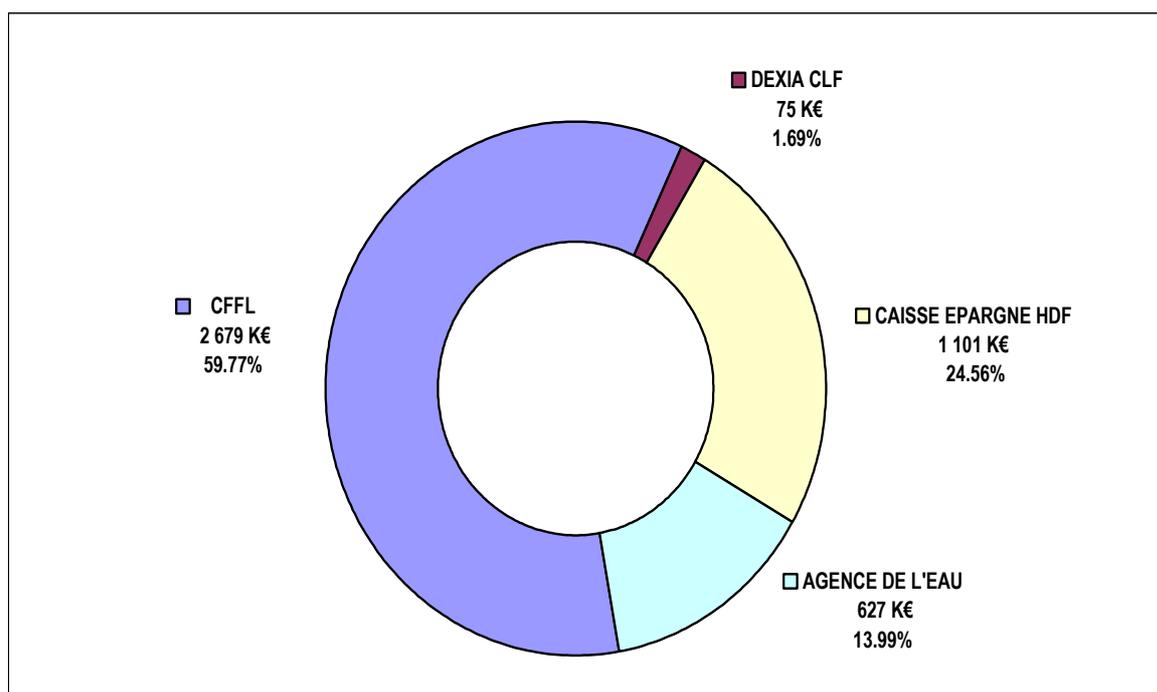


Etat d'endettement du service de l'Assainissement

	2017	2018	2019	2020	2021
Annuité de la dette	299 683	360 571	360 784	361 629	361 515
Capital	180 918	233 506	240 971	248 779	256 947
Intérêts	118 765	127 065	119 813	112 850	104 568
Encours de la dette au 31/12/N	4 579 926	4 346 420	4 105 449	3 856 670	3 599 323

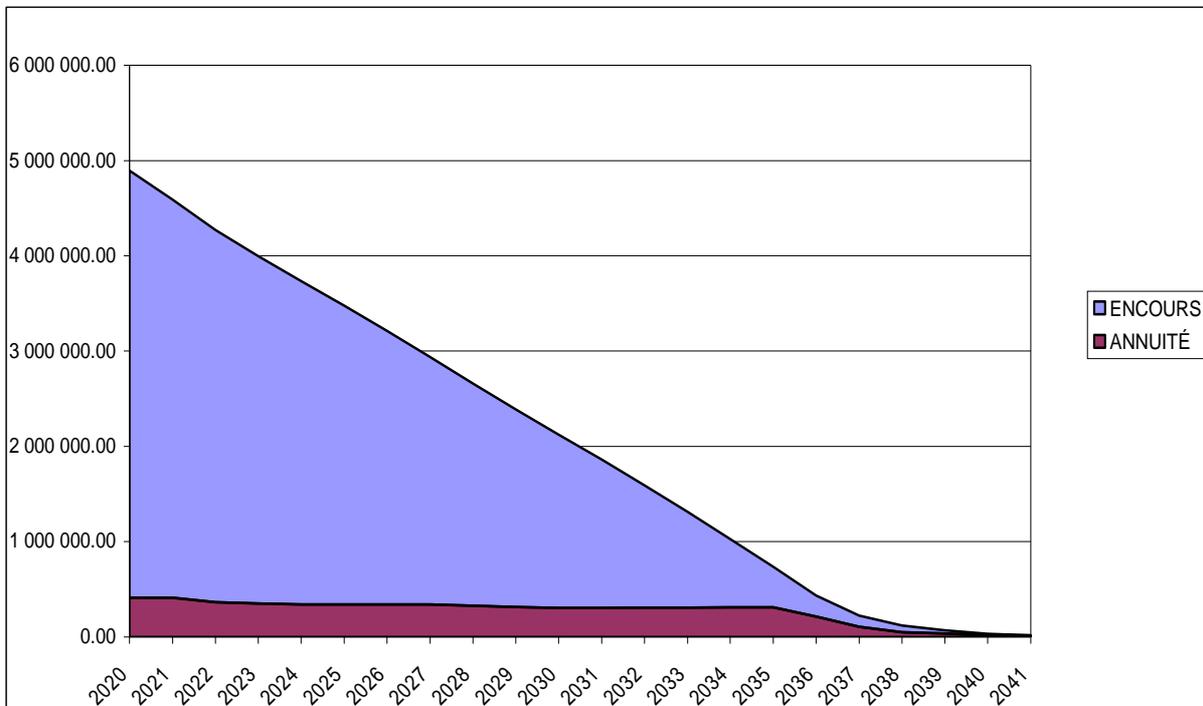
La structure de la dette pour le service de l'Assainissement au 31 décembre 2020 est composée de 20 contrats de prêts dont 1 contrat à taux indexé sur le Livret A et 14 contrats de l'Agence de l'eau sont des avances remboursables sans intérêts.

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2020	299 256.27	112 450.10	411 706.37	4 483 764.19
2021	309 224.57	104 568.35	413 792.92	4 174 539.62
2022	269 812.12	96 899.25	366 711.37	3 904 727.50
2023	258 448.67	94 093.00	352 541.67	3 646 278.83
2024	252 892.80	88 563.69	341 456.49	3 393 386.03
2025	258 867.02	82 693.96	341 560.98	3 134 519.01
2026	265 079.78	76 594.09	341 673.87	2 869 439.23
2027	271 541.46	70 393.64	341 935.10	2 597 897.77
2028	266 513.30	64 086.20	330 599.50	2 331 384.47
2029	259 960.27	57 455.89	317 416.16	2 071 424.20
2030	255 018.04	50 979.89	305 997.93	1 816 406.16
2031	262 588.00	44 743.99	307 331.99	1 553 818.16
2032	270 465.80	38 327.51	308 793.31	1 283 352.36
2033	278 664.90	31 599.41	310 264.31	1 004 687.46
2034	287 199.39	24 604.47	311 803.86	717 488.07
2035	295 052.98	17 379.70	312 432.68	422 435.09
2036	203 503.35	9 890.70	213 394.05	218 931.74
2037	102 306.95	4 960.80	107 267.75	116 624.79
2038	47 638.59	3 238.61	50 877.20	68 986.20
2039	36 165.07	2 183.61	38 348.68	32 821.13
2040	17 043.00	1 088.84	18 131.84	15 778.13
2041	15 778.13	553.71	16 331.84	0.00
TOTAL GENERAL	4 783 020.46	1 077 349.41	5 860 369.87	39 858 690.14



Les recettes d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Subventions Agence de l'eau	18 000	31 950						
Fonds de travaux	17 861	107 200	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000	110 000
Autres recettes (créances transfert drts déduction TVA)	106 019	97 634	120 000	100 000	65 000	65 000	65 000	50 000
Sous-total des recettes d'investissement	141 880	236 784	230 000	210 000	175 000	175 000	175 000	160 000
Emprunts en cours	0	0	100 000	200 000	150 000	150 000	100 000	100 000
Avance remboursable Agence de l'eau	36 000	63 900						
Total des recettes réelles d'investissement	177 880	300 684	330 000	410 000	325 000	325 000	275 000	260 000

Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	767 315	805 064	700 000	600 000	400 000	400 000	400 000	280 000
Sous-total dépenses d'équipement	767 315	805 064	700 000	600 000	400 000	400 000	400 000	280 000
Remboursement capital de la dette	285 711	299 256	309 225	269 812	258 449	252 893	258 867	265 080
Total des dépenses réelles d'investissement	1 053 026	1 104 320	1 009 225	869 812	658 449	652 893	658 867	545 080

Plan Pluriannuel des travaux du service de l'assainissement

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
réhabilitation ou rénovation de canalisation		150 000	250 000			
ANRU/PRU						
Aubépines	209 000					
Bouleaux	125 000					
Platanes						
Rte de Doullens	200 000					
Peupliers		53 000				
opération centre ville						
Rues J.Ponthieu, Teinturiers, Duchesne de la Motte, place Amiral Courbet						489 920
opération entrée de ville						
route des Polonais	200 000	phase2	phase3	Phase 4		
Bd de la Portelette	100 000					
opération de voirie						
Place Maurice Huré et amorce rue Dumont (ITV en cours)	95 000					
Inspection télévisée des réseaux et tests						
Inspection télévisée des réseaux et tests	72 000	72 000	72 000	72 000	72 000	72 000
TOTAL GENERAL	1 001 000	275 000	322 000	72 000	72 000	561 920

Il est à noter que ce Projet de PPI ci-dessus est en attente de validation de l'Agence de l'eau.



PARC D'ACTIVITES DES DEUX VALLEES

ANNEE	SURFACE DES PARCELLES VENDUES (M²)
2001	15 210
2002	9 788
2004	13 972
2005	64 204
2006	41 133
2007	12 308
2008	20 768
2009	8 101
2010	6 372
2013	2 650
2016	2 360
2017	2 317
2020	5 446
TOTAL EN M²	204 629

En 2020, la ville d'Abbeville a vendu deux parcelles de terrains à :

-La société LEPEE VITRAGE SAS, un terrain situé Sole des Dix cadastré BS 187, BS 192, BS 248 et BS 250 d'une surface totale de 2614 m² pour un montant de 30 000 € HT suite à une délibération n° 2015.034 en date du 23 février 2015.

-Monsieur François DERUME, entrepreneur, un terrain situé 22 rue Macqueron cadastré BN 695, BN 699, BS 258, BS 261 et BS 262 d'une surface totale de 2832 m² pour un montant de 45 244,15 € HT suite à une délibération n° 2018.006 en date du 5 février 2018.

Ces deux délibérations ont été adoptées à l'unanimité.

Observations :

Afin de répondre aux obligations de bilan annuel à transmettre à la Chambre Régionale des Comptes, une discussion devra être menée avec la Communauté d'Agglomération Baie de Somme quant à l'avenir de ce budget annexe (compétence économique dévolue à la CABS).



CINEMA LE REX

Evolution des recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Atténuations de charges (chap 013)	242							
Prestations de services - entrées	73 273	50 286	50 000	60 000	70 000	75 000	75 000	75 000
Produits des services (chap 70)	73 515	50 286	50 000	60 000	70 000	75 000	75 000	75 000
Subventions d'exploitation (chap 74)	146 226	160 150	141 200	150 000	155 000	160 000	165 000	170 000
Label Art et Essai		22 146	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Plan de relance Etat		1 500						
Centre National du Cinéma		14 322	30 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Participation ACAP		350						
Subventions d'exploitation (chap 74)	146 226	198 468	191 200	180 000	185 000	190 000	195 000	200 000
Contribution à la transition numérique	29 538	100	15 000	8 000				
Autres produits de gestion courante (Chap 75)	29 538	100	15 000	8 000	0	0	0	0
Fonds de soutien - sortie des emprunts à risques	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906
Produits financiers (Chap 76)	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906	1 906
Mandats annulés sur exercices antérieurs		459						
Produits exceptionnels (Chap 77)		459						
Total des recettes réelles de fonctionnement	251 185	251 219	258 106	249 906	256 906	266 906	271 906	276 906

On constate une baisse sur l'exercice 2020, du nombre d'entrées suite à la fermeture du cinéma (5 mois) dûe à la crise sanitaire COVID19 dans l'espoir qu'une reprise rapide se concrétise en 2021. Malgré ce contexte difficile, le Cinéma le Rex a reçu le label Art et Essai (22 146 €).

Les dépenses réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
60 Achats	17 065	18 302	19 000	19 500	20 000	20 500	21 000	21 500
61 Services extérieurs	75 428	74 357	60 000	75 000	76 000	77 000	78 000	79 000
62 Autres services extérieurs	3 154	3 359	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500
63 Impôts et taxes	9 465	6 778	8 000	9 500	10 000	10 500	11 000	11 500
Charges à caractère général (chap 011)	105 112	102 796	90 500	107 500	109 500	111 500	113 500	115 500
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	104 037	104 798	106 000	109 000	112 000	115 000	118 000	121 000
Autres charges de gestion courante (chap 65)	1	1	1	1	1	1	1	1
Total des dépenses de gestion courante	209 150	207 595	196 501	216 501	221 501	226 501	231 501	236 501
Intérêts de la dette (art 66111)	6 027	5 539	5 008	4 471	3 934	3 612	3 318	3 027
Intérêts courus non échus - ICNE (art 66112)	- 182	- 206	- 225	- 245	- 270	- 295	- 320	- 345
Total des dépenses réelles de fonctionnement	214 995	212 928	201 284	220 727	225 165	229 818	234 499	239 183

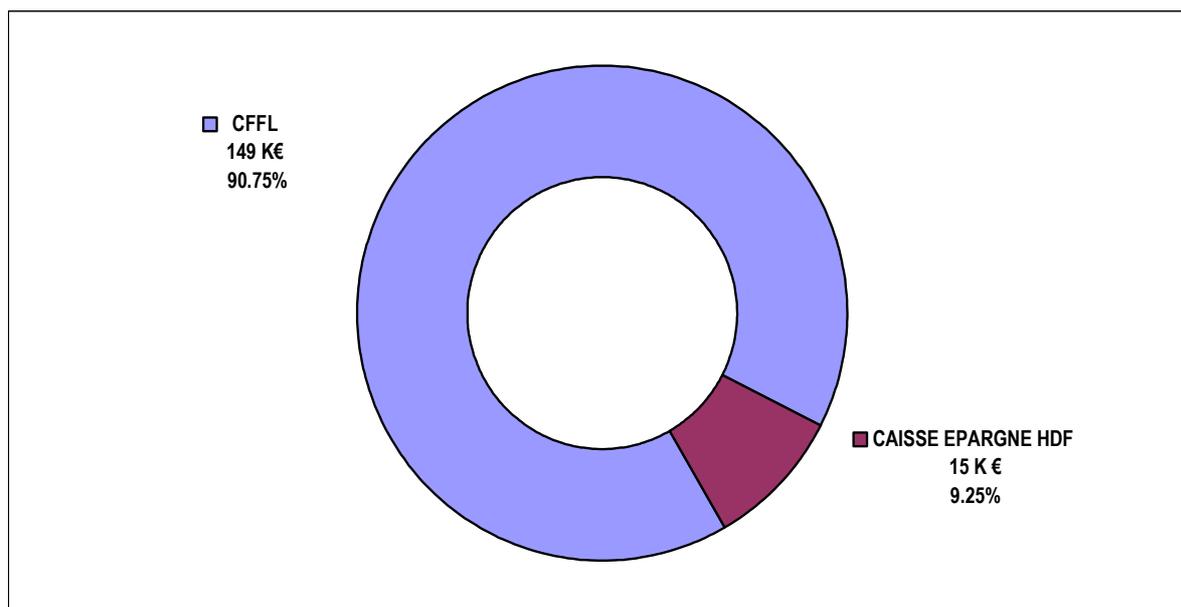
En 2020, le Cinéma du Rex a fait face à une dépense importante de réparation d'un projecteur (22 000€). De plus, du fait des fermetures administratives liées à la crise sanitaire, le poste de locations de films a baissé. En 2021, nous espérons un retour rapide de l'activité.

Etat d'endettement du Budget Cinéma le Rex

	2017	2018	2019	2020	2021
Annuité de la dette	20 011	19 958	19 907	19 869	19 807
Capital	13 032	13 447	13 880	14 330	14 799
Intérêts	6 979	6 511	6 027	5 539	5 008
Encours de la dette au 31/12/N	205 952	192 505	178 625	164 295	149 496

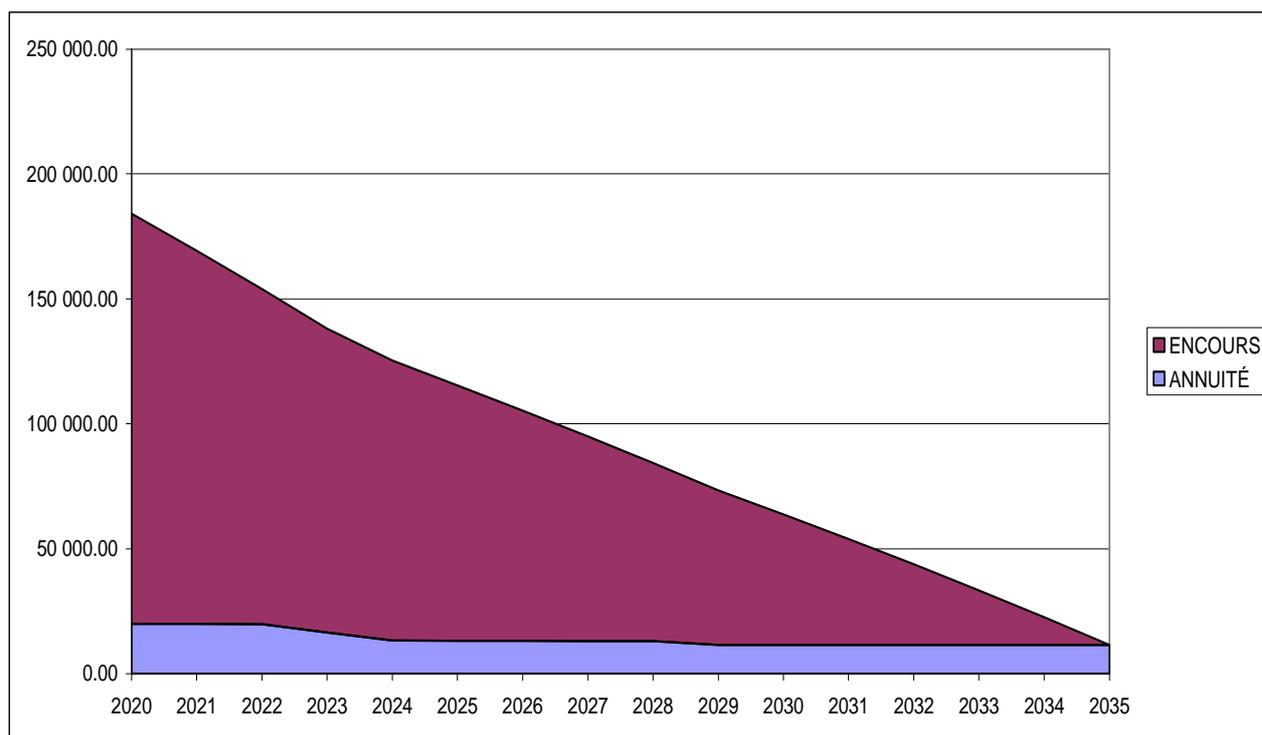
La structure de la dette pour le Cinéma le Rex au 31 décembre 2020 est composée de 2 contrats de prêts à taux fixe.

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2020	43 867.11	5 538.95	49 406.06	187 198.99
2021	26 250.97	5 007.69	31 258.66	160 948.02
2022	26 739.27	4 470.97	31 210.24	134 208.75
2023	12 542.81	3 933.85	16 476.66	121 665.94
2024	9 594.25	3 611.85	13 206.10	112 071.69
2025	9 833.48	3 317.94	13 151.42	102 238.21
2026	10 081.09	3 026.82	13 107.91	92 157.12
2027	10 337.38	2 728.35	13 065.73	81 819.74
2028	10 602.62	2 428.96	13 031.58	71 217.12
2029	9 269.95	2 108.42	11 378.37	61 947.17
2030	9 554.09	1 833.98	11 388.07	52 393.08
2031	9 848.17	1 551.14	11 399.31	42 544.91
2032	10 152.56	1 263.02	11 415.58	32 392.35
2033	10 467.58	959.00	11 426.58	21 924.77
2034	10 793.65	649.10	11 442.75	11 131.12
2035	11 131.12	329.54	11 460.66	0.00
TOTAL GENERAL	231 066.10	42 759.58	273 825.68	1 285 858.98



Les recettes d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Subventions CNC	25 619	24 828	100 000	90 000	50 000	50 000	10 000	10 000
Sous-total des recettes d'investissement	25 619	24 828	100 000	90 000	50 000	50 000	10 000	10 000
Total des recettes réelles d'investissement	25 619	24 828	100 000	90 000	50 000	50 000	10 000	10 000

Le versement des subventions du Centre National du Cinéma (CNC) sur des investissements liés à l'activité du Cinéma à hauteur de 90% du montant HT.

Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	47 339	21 168	120 000	100 000	60 000	60 000	12 000	12 000
Sous-total dépenses d'équipement	47 339	21 168	120 000	100 000	60 000	60 000	12 000	12 000
Remboursement capital de la dette	13 880	14 330	14 799	15 287	12 543	9 594	9 833	10 081
Total des dépenses réelles d'investissement	61 219	35 498	134 799	115 287	72 543	69 594	21 833	22 081

Les principales dépenses d'équipement de l'exercice 2020 sont les travaux de désenfumage ainsi que le remplacement du matériel de caisse.

En 2021, est prévu le remplacement de 2 matériels de projection et la sonorisation d'une salle notamment.



MARCHE COUVERT

Evolution des recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs			
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023
Subventions d'exploitation	24 500	25 500	25 800	26 000	26 000
Subventions d'exploitation (chap 74)	24 500	25 500	25 800	26 000	26 000
Redevances d'exploitation	32 876	29 083	32 876	32 876	32 876
Autres produits de gestion courante (Chap 75)	32 876	29 083	32 876	32 876	32 876
Total des recettes réelles de fonctionnement	57 376	54 583	58 676	58 876	58 876

En 2020, suite à la crise sanitaire COVID19 privilégiant les marchés strictement alimentaires nous a conduit à appliquer une réduction de la redevance d'exploitation au titre du 4^{ème} trimestre 2020 de 3 793 €. Par courrier en date du 05/01/2021, la société Délégataire a contesté cet effort de la collectivité en estimant que la perte de recettes était de 9 493,40 € au 30/11/2020 ...

Le contrat d'exploitation entre la ville et les Fils de Madame GERAUD arrive à échéance en mars 2023.

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

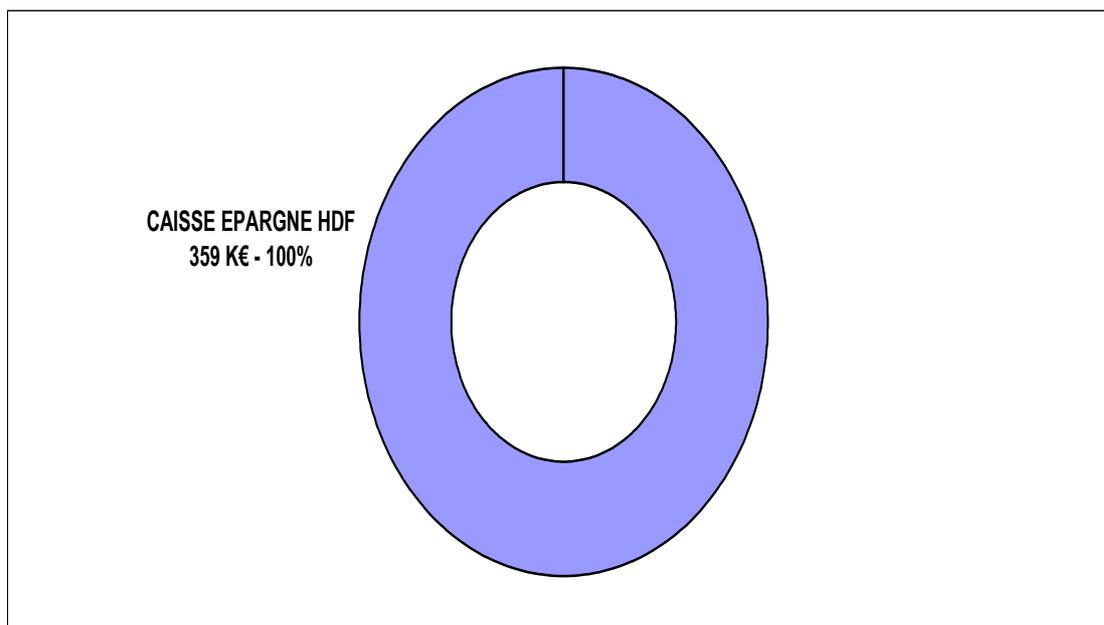
	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs			
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023
60 Achats		371	400	450	450
61 Services extérieurs	756	714	900	900	900
63 Taxe foncière	4 016	4 176	4 380	4 580	4 780
Charges à caractère général (chap 011)	4 772	5 261	5 680	5 930	6 130
Total des dépenses de gestion courante	4 772	5 261	5 680	5 930	6 130
Intérêts de la dette (art 66111)	19 572	17 922	16 194	14 383	12 486
Intérêts courus non échus – ICNE (art 66112)	- 23	- 24	- 25	- 26	- 27
Total des dépenses réelles de fonctionnement	24 321	23 159	21 849	20 287	18 589

Etat d'endettement du Budget Marché couvert

	2017	2018	2019	2020	2021
Annuité de la dette	54 135	54 135	54 135	54 134	54 135
Capital	31 485	32 988	34 563	36 212	37 941
Intérêts	22 650	21 147	19 572	17 922	16 194
Encours de la dette au 31/12/N	463 138	430 151	395 588	359 375	321 434

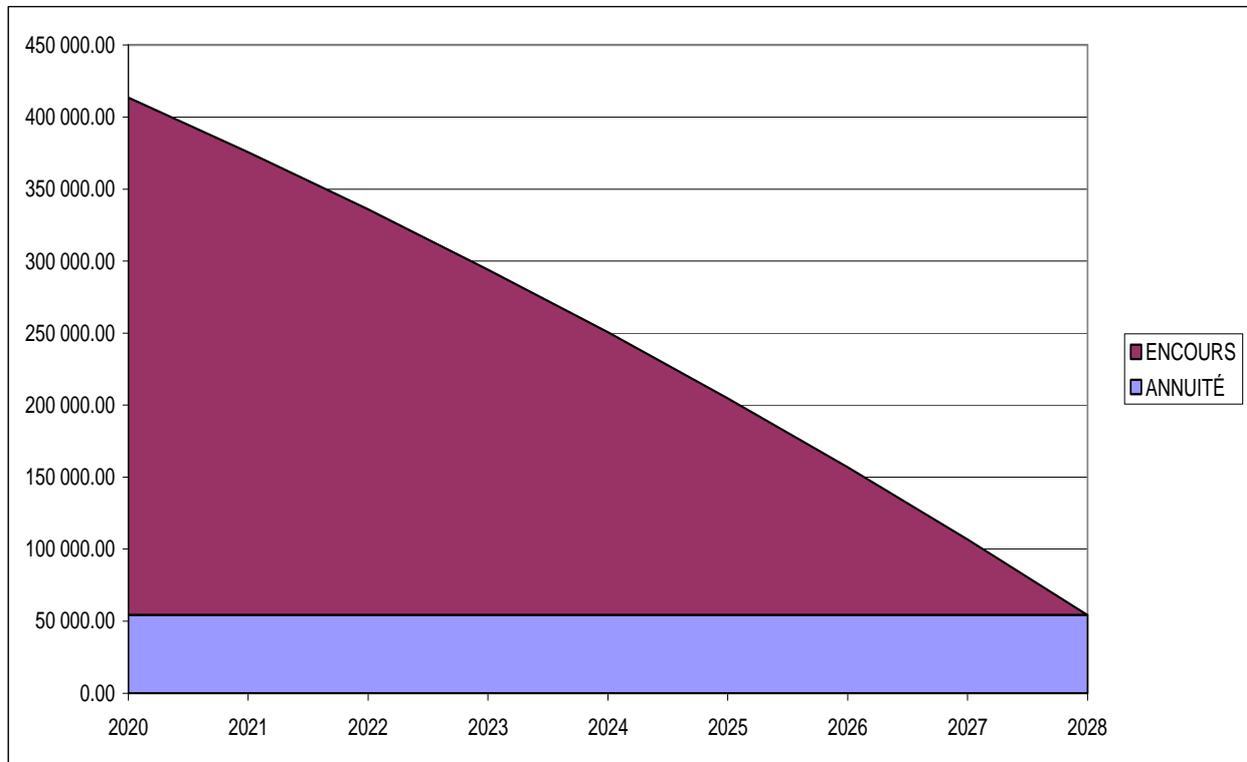
La structure de la dette pour le Marché couvert au 31 décembre 2020 est composée d'un contrat de prêt à taux fixe.

Répartition de l'encours de la dette au 31/12 par prêteur



Profil d'extinction de la dette

ANNÉE	AMORTISSEMENT	INTÉRÊT	ANNUITÉ	ENCOURS
2020	36 212.46	17 922.38	54 134.84	359 375.48
2021	37 940.93	16 193.91	54 134.84	321 434.55
2022	39 751.90	14 382.94	54 134.84	281 682.65
2023	41 649.31	12 485.53	54 134.84	240 033.34
2024	43 637.29	10 497.55	54 134.84	196 396.05
2025	45 720.17	8 414.67	54 134.84	150 675.88
2026	47 902.44	6 232.40	54 134.84	102 773.44
2027	50 188.89	3 945.95	54 134.84	52 584.55
2028	52 584.55	1 550.29	54 134.84	0.00
TOTAL GENERAL	395 587.94	91 625.62	487 213.56	1 704 955.94



Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs			
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	1 687		5 000	5 000	5 000
Sous-total dépenses d'équipement	1 687	0	5 000	5 000	5 000
Remboursement capital de la dette	34 563	36 212	37 941	39 752	41 649
Total des dépenses réelles d'investissement	34 563	36 212	37 941	39 752	41 649



LES SCENES D'ABBEVILLE



Evolution des recettes réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Atténuations de charges (chap 013)		9 278						
Atténuations de charges (chap 013)	0	9 278	0	0	0	0	0	0
Redevances à caractère culturel (entrées)	141 741	48 736	50 000	100 000	120 000	140 000	140 000	140 000
Remboursement frais CABS	2 268	2 156	2 200	2 200	2 200	2 200	2 200	2 200
Produits des services (chap 70)	144 009	50 892	52 200	102 200	122 200	142 200	142 200	142 200
Participations Etat (DRAC)	38 548	41 192	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000	38 000
ETAT - Contrats Aidés	13 484							
Participation Région	46 542	8 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Participation Département	3 630	3 370	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Participation de la ville	1 250 000	1 102 000	1 150 000	1 200 000	1 250 000	1 250 000	1 270 000	1 270 000
Participation CABS		12 000	5 000	7 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Participation Baie de Somme 3 Vallées (PIA)	1 257	4 232						
Participations (art 74)	1 353 461	1 170 794	1 247 000	1 299 000	1 352 000	1 352 000	1 372 000	1 372 000
Revenus des immeubles (chap 75)	7 479		2 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
Autres produits divers	1 554	241						
Total des recettes de gestion courante	9 033	241	2 000	6 000				
Libéralités reçues (mécénat) (chap 77)	60 500	500	3 000	10 000	20 000	40 000	40 000	40 000
Autres produits exceptionnels		7 931						
Total des recettes réelles de fonctionnement	1 567 003	1 239 636	1 304 200	1 417 200	1 500 200	1 540 200	1 560 200	1 560 200

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
60 Achats	44 155	32 712	40 000	47 000	48 000	49 000	50 000	51 000
61 Services extérieurs	743 530	511 933	650 000	700 000	750 000	750 000	750 000	750 000
62 Autres services extérieurs	19 051	12 856	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
63 Impôts et taxes	65 428	17 793	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Charges à caractère général (chap 011)	872 164	575 294	770 000	827 000	878 000	879 000	880 000	881 000
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	619 493	600 985	630 000	633 000	636 000	639 000	642 000	645 000
Autres	3	0	0	0	0	0	0	0
67 Charges exceptionnelles	0	3 249	5 000	0	0	0	0	0
Charges exceptionnelles (67)	0	3 249	5 000	0	0	0	0	0
Total des dépenses de gestion courante	1 491 660	1 179 532	1 405 000	1 460 000	1 514 000	1 518 000	1 522 000	1 526 000
Total des dépenses réelles de fonctionnement	1 491 660	1 179 532	1 405 000	1 460 000	1 514 000	1 518 000	1 522 000	1 526 000

L'activité des scènes d'Abbeville a été très fortement impactée et perturbée par la crise sanitaire. Les fermetures du théâtre municipal et de l'Espace Culturel Saint André ont entraîné un certain nombre d'annulations de spectacles et le remboursement de la billetterie. L'exercice 2021 reste lié à l'évolution de la crise sanitaire, le budget sera donc présenté avec la plus grande prudence.

Les dépenses d'investissement

	Rétrospective	Prospective Comptes administratifs						
	2019	Estimation 2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	176 296	374	18 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Sous-total dépenses d'équipement	176 296	374	18 000	20 000				
Total des dépenses réelles d'investissement	176 296	374	18 000	20 000				

En 2021, est prévu le remplacement des portes extérieures à l'Espace Culturel St André (16 000 €).